

Le Champ d'application de la loi du 15 décembre 1922 sur les Accidents du Travail en matière agricole

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Doctorat sciences politiques et économiques.)

Présentée et soutenue le mardi 3 juin 1924, à 4 heures 1/2

PAR

Daniel PARISOT

Avocat à la Cour d'appel de Nancy

Docteur en droit et sciences juridiques

Diplômé du Certificat de Science pénale de l'Université de Paris

Diplômé de l'Ecole libre des Sciences politiques

Lauréat de la Faculté de Droit de Nancy

Président : M. HEMARD, Professeur

Suffragants : MM. HITIER, ROLLAND, Professeurs

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1924



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552827_0062

**Le Champ d'application
de la loi du 15 décembre 1922
sur les Accidents du Travail
en matière agricole**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Le Champ d'application de la loi du 15 décembre 1922 sur les Accidents du Travail en matière agricole

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Doctorat sciences politiques et économiques.)

Présentée et soutenue le mardi 3 juin 1924, à 4 heures 1/2

PAR

Daniel PARISOT

Avocat à la Cour d'appel de Nancy

Docteur en droit ès sciences juridiques

Diplômé du Certificat de Science pénale de l'Université de Paris

Diplômé de l'Ecole libre des Sciences politiques

Lauréat de la Faculté de Droit de Nancy

Président : M. HEMARD, Professeur

Suffragants : MM. HITIER, ROLLAND, Professeurs

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1924

INTRODUCTION

I. — La nouvelle conception de la responsabilité patronale fondée sur le risque professionnel a vu, depuis la loi du 9 avril 1898, s'étendre très largement son domaine. L'idée de risque professionnel apparaît comme une règle générale de répartition des risques du travail dont le bénéfice ne doit pas être réservé à une catégorie privilégiée de travailleurs.

Au début, le législateur, frappé des dangers que le machinisme faisait courir aux ouvriers, avait assigné un champ d'application restreint à cette conception du risque professionnel. Dans une seconde période, on poursuivit l'aménagement de ce régime législatif en apportant quelques améliorations aux textes. Enfin, en 1906 commença une troisième phase au cours de laquelle dépassant les limites de sa première application, cette conception s'étendit au commerce, aux délégués mineurs, aux entreprises forestières, aux exploitations agricoles par la loi du 15 décembre 1922, enfin aux gens de maison en 1923. La conception s'élargit en même temps par l'extension, en 1919, de loi de 1898 aux maladies d'origine professionnelle.

Si la question de l'extension du risque professionnel à l'agriculture n'a reçu satisfaction qu'en 1922, elle avait depuis longtemps attiré l'attention du législateur. Déjà

elle avait été réclamée lors de la discussion de la loi de 1898, mais sans succès, car on était influencé par cette idée que les dangers du machinisme devaient seuls justifier cette protection spéciale des ouvriers. Cette même idée allait encore dominer le législateur dans la loi du 30 juin 1899 où il précisait les conditions que devaient remplir les accidents causés par les machines agricoles mues par des moteurs inanimés pour donner lieu à réparation, ainsi que les personnes qui devaient supporter la charge du risque professionnel ou bénéficier de ses avantages. — Hors de ce cas, ce texte affirmait que la loi de 1898 n'était pas applicable à l'agriculture. Si en 1900, la proposition de M. Mirman, qui tenait compte des difficultés soulevées par l'extension à l'agriculture de la loi de 1898, n'eût pas de succès, elle amena cependant la Chambre à inviter le Gouvernement à préparer un projet de loi étendant aux travailleurs agricoles les principes de la loi de 1898. Le 5 novembre 1906, ce projet était déposé. Plusieurs fois rapporté avant d'être soumis à la Chambre, enrichi par les enquêtes faites dans les milieux agricoles et scientifiques (1), ce texte ne devait être discuté par cette Assemblée qu'en 1915. De son côté, un député, M. Beauregard, avait, en 1907, déposé une proposition de loi qui s'inspirait d'une autre méthode et d'idées plus restrictives. Examiné par le Sénat en 1920, le texte de la Chambre revenait devant elle en 1921 pour devenir la loi du 15 décembre 1922 « qui étend aux exploitations agricoles

(1) Notat¹. Association française pour la protection légale des travailleurs. Rapport de M. le Professeur Capitant et discussions en mars 1909.

la législation sur les accidents du travail » devancée sur ce point en ce qui concerne les exploitations forestières par la loi du 15 juillet 1914.

II. — Pour arriver à ce résultat, on avait eu à vaincre des résistances. Au début surtout on se refusait à vouloir étendre la loi à l'agriculture en s'appuyant non seulement sur la nécessité de l'existence d'un danger causé par une machine pour justifier l'intervention du risque professionnel, mais encore sur les conditions du travail si différentes de celles de l'industrie : l'agriculteur ne créant pas le milieu dans lequel travaille l'ouvrier, ne l'exposant pas à des risques spéciaux et en même temps ne pouvant pas le surveiller. Enfin, on prétendait que l'agriculture n'était pas dans des conditions économiques lui permettant de supporter les charges qui résulteraient d'une pareille réforme.

On maintenait ainsi l'agriculture sous le régime du droit commun : l'attribution d'une indemnité exigeait la preuve par la victime de l'accident d'une faute personnelle imputable à l'exploitant, celle-ci établie, ce dernier était exposé à payer une indemnité très onéreuse pour lui. En fait, l'ouvrier arrivait rarement à prouver la faute de l'employeur. Certes, après quelques hésitations, la jurisprudence avait depuis 1902 amélioré un peu cette situation en décidant que l'article 1385 du Code civil, qui consacre une présomption de faute à l'encontre du propriétaire ou du détenteur d'un animal, devait s'appliquer dans les rapports du propriétaire de l'animal et de son préposé (2). Mais cette amélioration, qui ne visait que la

(2) Cass. 11 mars 1902. D. 1902. I. 216.

question de preuve, ne s'appliquait qu'en ce qui concernait les animaux domestiques. Quant à la loi du 18 juillet 1907, qui fournissait aux intéressés la possibilité de se soumettre au risque professionnel, si l'initiative des patrons et l'action des groupements ouvriers avaient provoqué plusieurs applications de ce texte en matière forestière, il en avait été fait un très rare usage dans l'agriculture. Toutefois, les grandes entreprises agricoles avaient eu recours à l'assurance, suivies par quelques petits exploitants grâce à l'organisation des assurances mutuelles.

De bonnes raisons existaient cependant en faveur de l'extension de la loi de 1898 aux travailleurs de la terre, « ces oubliés de la législation sociale », comme l'a dit Vandervelde. Fondée sur l'équité, la notion du risque professionnel doit s'imposer à tout patron, à l'agriculteur comme à l'industriel. D'autre part, les statistiques (3) prouvent que c'est un préjugé d'attribuer au machinisme la cause principale des accidents, les plus nombreux proviennent de causes générales : chute, maniement d'outils, contact avec les bestiaux. Enfin, surtout depuis la guerre, l'agriculture est dans une situation lui permettant de supporter facilement cette charge ou d'incorporer ces frais nouveaux au prix des produits.

III. — En étendant ainsi à l'agriculture le régime du risque professionnel, le législateur français n'a fait que suivre l'exemple donné par les législations étrangères dont il est utile de rappeler certaines dispositions caractéristiques parce qu'elles montrent que le problème de

(3) Pour les détails voir ouvrages de M. Fuster, cités dans le rapport de M. Capitant, *op. cit.*, p. 13.

l'adaptation du risque professionnel à l'agriculture s'est aussi posé à l'étranger et qu'elles contiennent des solutions relatives à des difficultés que le législateur français a rencontrées. C'est un enseignement qu'il faut retenir tout en tenant compte cependant des différences économiques, sociales et politiques entre les pays.

Si certaines législations n'ont fait qu'une application rudimentaire du risque professionnel, d'autres, après un premier essai restreint à certaines entreprises, ont étendu ce principe plus ou moins complètement à l'agriculture (4). Parmi celles-ci, les unes s'en tiennent actuellement aux accidents causés par les machines agricoles se ressentant encore des premières applications du risque professionnel, d'autres visent les exploitations forestières, les plus avancées enfin s'étendent à toute l'activité agricole. Mais chez la plupart, comme en France, on relève un intervalle entre l'époque à laquelle le principe du risque professionnel a été admis dans ces législations et la date à laquelle cette extension a été réalisée pour l'agriculture. En Allemagne, c'est la loi du 5 mai 1886 qui applique ce régime aux exploitations agricoles et forestières, alors qu'il avait été admis dès le 6 juillet 1884 pour l'industrie. Le même décalage législatif se retrouve en Angleterre (5) et en Italie (6). Si la loi belge du 24 décembre 1903 embrasse toutes les exploitations agricoles, il faut

(4) Parmi les plus récentes lois : celle du 10 janvier 1922 en Espagne et du 20 mai 1922 dans les Pays-Bas.

(5) Act du 6 août 1897 et pour l'agriculture Act du 30 juillet 1900.

(6) Loi du 17 mars 1898. Application limitée à l'agriculture par la loi du 31 janvier 1904 ; extension complète par la loi du 23 août 1917.

observer qu'on avait voulu au début en limiter son domaine aux accidents agricoles occasionnés seulement par l'emploi d'une machine mue par un moteur inanimé. Cette évolution est à retenir, car elle dénote les mêmes hésitations des législateurs étrangers à l'égard d'un problème qui se présentait de façon particulière en matière agricole.

Si maintenant on jette un coup d'œil sur les dispositions elles-mêmes de ces différentes lois, on peut remarquer que sur la notion même d'accident, elles n'ont pas apporté de modification par rapport à la conception qu'elles adoptaient en général. Cependant certaines, comme la loi danoise du 27 mai 1908 (7), tenant compte de la situation de fait, font rentrer dans les accidents du travail agricole ceux qui se produisent au cours des travaux domestiques accessoires.

Souvent le législateur étranger a réglementé en même temps le régime des accidents du travail dans les exploitations agricoles et forestières. Mais on a envisagé d'une façon large l'exploitation agricole en visant non seulement la culture proprement dite, mais encore l'horticulture et même les travaux dans les jardins. Le plus fréquemment on y fait rentrer aussi les industries annexes, comme les distilleries, les briqueteries.

Mais surtout il faut noter la place prise lors de l'élaboration de ces lois par la situation précaire des petits exploitants. Dans le désir de les ménager, on a obéi à des tendances différentes. Certaines législations ont cherché

(7) L'Angleterre (l. 30 juillet 1900, art. 1^{er} § 3), le Luxembourg (l. 5 avril 1902, art. 2 § 3).

à enserrer le risque professionnel dans des limites plus étroites afin d'exempter les petits agriculteurs de la charge supplémentaire qu'il entraînait. Pour préciser cette catégorie des petits exploitants, on a fait appel à des critères plus ou moins exacts ou artificiels. La loi anglaise du 30 juillet 1900 n'assujettissait que les patrons qui occupaient habituellement un ou plusieurs travailleurs, exemptant au contraire de la charge du risque professionnel les casual employers qui n'avaient recours qu'occasionnellement à l'aide d'ouvriers salariés. Depuis le 21 décembre 1906, du reste, une loi a effacé cette distinction. D'autres lois ont tenu compte de la valeur des propriétés, certaines enfin se fondent sur le nombre d'ouvriers employés par l'agriculteur. Dans d'autres pays, comme en Italie, on a préféré n'apporter aucune exemption à l'assujettissement au risque professionnel, parce qu'il fallait protéger également tous les ouvriers, mais on a cherché à atténuer la charge supportée par les petits exploitants en organisant un système d'assurance économique et en prévoyant une subvention de l'Etat. Quelquefois on a combiné ces deux régimes en admettant l'assujettissement des petits exploitants normalement exemptés, s'ils contractaient en même temps une assurance. Remarquons du reste que quelquefois on a imposé le régime de l'assurance obligatoire à tous les exploitants pour prévenir leur imprévoyance (8).

(8) Toutefois, en Suisse, on a considéré que le régime de l'assurance facultative permettait de mieux tenir compte des conditions spéciales où se trouve l'agriculture. Voir : Rocca. Chronique dans *Bulletin des Institutions économiques et sociales*. 1916. p. 51.

Enfin, certaines législations ont considéré que les petits exploitants se trouvaient dans une situation qui les rendaient aussi dignes de protection parce qu'ils travaillent comme les ouvriers et sont exposés aux mêmes risques. Elles les font alors bénéficier du régime de l'assurance.

IV. — Ce rapide examen des législations étrangères nous fait encore mieux apercevoir que les objections qu'on avait opposées contre l'extension du risque professionnel à l'agriculture ne démontraient rien contre le principe lui-même, mais cependant qu'elles devaient entrer en ligne de compte dans l'examen des conditions de son application.

A ce titre, la première question qui se posait au législateur français, était de savoir comment on devait réaliser cette extension. Fallait-il, comme pour les exploitations commerciales, établir une simple référence à la loi du 9 avril 1898 ou bien au contraire, à raison des conditions particulières dans lesquelles on se trouvait, était-il préférable de rédiger une loi spéciale à l'agriculture et se suffisant à elle-même ? C'est ce dernier parti qu'avait adopté M. Beauregard dans sa proposition de loi de 1907. On a admis une solution intermédiaire dans l'article 1^{er} de la loi de 1922. La législation sur les accidents du travail, c'est-à-dire la loi de 1898 et celles qui l'ont modifiée ou complétée, est applicable à l'agriculture, sous réserve des dispositions établies spécialement pour les exploitations agricoles. Ainsi, cette référence générale à la loi de 1898 permet de ne pas remettre en question de nombreuses solutions déjà acquises pour l'application de cette dernière loi. Mais le législateur a édicté quelques règles spéciales

à raison des particularités présentées par les travaux agricoles et plus spécialement par la situation de l'agriculture en France.

Tout d'abord les conditions du travail agricole apparaissent naturellement et généralement différentes de celles du travail dans l'industrie. L'ouvrier agricole travaille au milieu des champs, jouissant d'une certaine indépendance pour l'exécution de sa tâche, il peut ainsi provoquer ou aggraver un accident sans danger d'une dénonciation, et le maître ne peut exercer sur lui une surveillance aussi étroite qu'à l'atelier. D'autre part, aux irrégularités de la production, s'ajoutent ici les irrégularités et aussi les caprices des saisons et du temps, ce qui entraîne de grandes variations dans la main-d'œuvre employée.

Si maintenant on envisage la répartition de la population active agricole en France, on constate que les chefs d'exploitations sont en nombre beaucoup plus considérable que les ouvriers agricoles : lors du recensement quinquennal de 1911, on relevait 5.119.825 propriétaires, fermiers et métayers sans compter les patrons jardiniers et seulement 3.181.380 ouvriers, journaliers, domestiques ou charretiers agricoles. Or, dans l'industrie et le commerce, les patrons constituent une faible minorité en face des salariés. Il faut du reste ajouter « que le déficit de la population agricole active d'aujourd'hui, par rapport à celle de 1914, peut être évaluée à plus d'un million et demi : 675.000 tués, 500.000 mutilés, 400.000 à 450.000 hommes et femmes partis à la ville (9) ».

(9) Augé-Laribé. *Le paysan français*, 1923. p. 86.

Une distinction essentielle doit être faite entre les exploitants. Il y a tout d'abord quelques exploitations très importantes qui sont réellement industrialisées ; le plus souvent, le chef de l'exploitation a déjà eu recours à l'assurance pour se garantir contre les risques d'accidents du travail. Mais, comme les statistiques (10) le montrent, il y a surtout, en France, un nombre considérable de petits exploitants qui travaillent seuls ou avec l'aide de leur famille, ne faisant qu'exceptionnellement appel à la main-d'œuvre salariée. Souvent même, ces petits propriétaires ou petits fermiers, à certaines époques de l'année, s'engagent pour travailler comme journaliers, près de 600.000 d'après la statistique agricole de 1892. Ainsi, et c'est là encore une autre différence avec l'industrie ou le commerce, on ne trouve pas cette opposition entre les fonctions d'employeur et d'employé. On conçoit qu'à l'égard de ces petits exploitants, la charge du risque professionnel aurait été très lourde, d'autant qu'ils auraient rarement eu recours à l'assurance pour y échapper, surtout lorsqu'ils faisaient appel à la collaboration salariée ou non de voisins ou d'autres travailleurs. L'analogie de situation de ces petits exploitants avec celle des ouvriers agricoles pouvait faire songer à une assimilation au point

(10) Nota^t. L'enquête du Ministère des Finances de 1908 qui fournit les chiffres suivants :

Très petite propriété, moins de 1 hectare....	2.087.851
Petite propriété, de 1 à 10 hectares.....	2.523.713
Moyenne propriété, de 10 à 40 hectares.....	745.862
Grande propriété, de 40 à 100 hectares.....	118.497
Très grande propriété, de 100 hect. et au-dessus	29.541

On relève des chiffres sensiblement identiques dans la statistique agricole décennale de 1892.

de vue de leur protection personnelle contre les accidents du travail.

On voit donc que le législateur devait se trouver amené à envisager des modifications (11) aux règles établies en 1898. Déjà, à certains points de vue, la loi du 15 juillet 1914 constituait une transition, car elle avait eu à tenir compte de certaines particularités qu'on retrouve dans l'agriculture. En raison de la dissémination des chantiers et de l'isolement des travailleurs, elle avait apporté des modifications à la loi de 1898 quant aux conditions des déclarations d'accidents, au mode d'établissement des certificats médicaux, aux délais d'enquête. De même encore, le législateur avait eu à faire face à une situation spéciale quant aux conditions de la rémunération des ouvriers, devant prendre en considération l'insuffisance des salaires ou leur absence de fixité. Parmi les questions de même nature qui se posaient en matière agricole, la loi du 15 décembre 1922 s'est inspirée de cette réglementation, mais sur d'autres points le législateur a été obligé de faire œuvre nouvelle par suite des différences existant dans les conditions du travail et dans la situation des exploitants. En examinant le champ d'application de cette loi (12), nous passerons en revue une grande partie de ces innovations. Nous aurons donc à étudier successivement :

(11) Sur les difficultés d'application du régime des assurances sociales à l'agriculture dues à cette même situation. Voir avis, Commission d'agriculture. Chambre. 1924. Annexe 7.063, p. 6.

(12) Rappelons que cette loi est applicable à partir du 31 août 1924.

Chap. I^{re}. — Les accidents donnant droit à une indemnité ;

Chap. II. — Les exploitations assujetties ;

Chap. III. — Les exploitants assujettis ;

Chap. IV. — Les personnes protégées.

CHAPITRE I^{er}

LES ACCIDENTS DONNANT DROIT A UNE INDEMNITE

Faisant travailler leur personnel pour leur compte comme les autres employeurs déjà soumis au risque professionnel, les exploitants agricoles semblaient devoir être soumis au même régime quant aux accidents dont ils auraient été rendus responsables. Cependant, surtout au début de l'élaboration de la loi, on a hésité devant l'importance de la charge qu'on allait leur imposer ; la condition de certains apparaissait modeste, d'autre part le travail s'effectuait souvent loin des yeux du patron, ne permettant pas une surveillance efficace, ni une preuve facile pour l'ouvrier. De sorte que, s'inspirant de ces considérations, on avait cherché à l'occasion de cette question, d'une part à réduire les charges que le risque professionnel pouvait imposer aux agriculteurs, d'autre part à faciliter aux ouvriers agricoles travaillant d'ordinaire seuls la preuve des accidents. Finalement, on a estimé qu'il était juste que l'extension de la législation sur les accidents du travail n'aboutît point à une restriction des avantages qu'on poursuivait par cette réforme, c'est dans

le détail seulement que des modifications ont été apportées. Nous le verrons en étudiant :

- 1° La notion d'accident du travail agricole ;
- 2° Les accidents ne donnant pas droit à une indemnité ;
- 3° La preuve des accidents.

SECTION I

LA NOTION D'ACCIDENT DU TRAVAIL AGRICOLE

Il y a accident lorsqu'on se trouve en présence d'une lésion résultant de l'action soudaine et violente d'une force extérieure. Dans tout accident, on doit donc retrouver trois éléments : une action extérieure, la soudaineté, la violence.

Si l'ouvrier agricole est atteint par une maladie provoquée par son travail, il ne pourra pas, en principe, se prévaloir de la loi de 1922. Cependant il est des cas où le processus morbide se présente de telle manière que la maladie prend le caractère d'un véritable accident. La maladie a pu être déterminée brusquement par les conditions dans lesquelles s'effectuait le travail, comme dans le cas de l'ouvrier frappé d'une insolation, ou bien par le contact avec un objet contaminé : ouvrier qui contracte le charbon en travaillant. Quelquefois encore, le travail aura exigé un effort musculaire, provoqué un traumatisme, qui déterminera la maladie comme dans le cas d'une hernie.

Dans toutes ces hypothèses, qui se présenteront peut-être plus fréquentes dans l'agriculture, on se trouve en présence d'une maladie en forme d'accident donnant droit à indemnité.

Il faut remarquer que, pas plus par l'énumération des maladies professionnelles que par l'indication des travaux industriels susceptibles de provoquer l'intoxication, la loi du 25 octobre 1919 ne serait actuellement applicable aux ouvriers agricoles. Mais on doit observer que dans son article 12, cette loi a prévu la possibilité de son extension à d'autres maladies. Or, il y a des cas où les ouvriers agricoles sont atteints d'intoxications qui constituent de véritables maladies professionnelles. Pour lutter contre certaines maladies de la vigne dues à des insectes, on emploie au printemps et en été des préparations arsenicales. Or, les travailleurs qui les répandent sont souvent victimes d'accidents toxiques (1) dus à l'action de ces produits. Si l'ouvrier qui reçoit dans l'œil un jet de cette préparation peut invoquer la loi sur les accidents du travail, à raison de la brûlure qui en résulte, au contraire, celui qui est victime d'une intoxication arsenicale en préparant ou en pulvérisant cette solution n'aura droit à aucune indemnisation. C'est là un résultat regrettable ; d'autres maladies encore dues notamment au contact journalier avec les animaux justifieraient de ce chef une extension de la loi sur les maladies professionnelles.

Pour qu'il y ait accident du travail, dans l'agricul-

(1) GausseL La loi sur les accidents agricoles et l'intoxication arsenicale, *Annales de méd. légale*, 1923. p. 409.

ture, comme dans les autres branches d'activité soumises à la loi de 1898, il faut que l'accident soit survenu « par le fait du travail », c'est-à-dire qu'il ait eu pour cause directe le travail lui-même, ou « à l'occasion du travail », c'est-à-dire qu'il se rattache à lui par un certain rapport de causalité. L'extension pure et simple de ce texte à l'agriculture a été discutée, on voulait limiter (2) la responsabilité de l'employeur aux accidents survenus « par le fait du travail » afin d'alléger la charge du risque professionnel pour l'agriculteur. On justifiait encore cette restriction par l'impossibilité pour lui de surveiller les travaux qui souvent s'effectuent hors de sa présence. On proposait là une innovation critiquable, ce n'était pas, en effet, dans ce domaine qu'on pouvait obtenir un allègement de la charge du patron, l'égalité du traitement avec les autres catégories d'employés aurait été rompue. Ceux-ci, du reste, souvent ne peuvent être surveillés dans leur travail par le patron. Ecarter la responsabilité patronale sous prétexte de l'impossibilité de surveillance, c'était la rattacher à l'idée de faute.

On a donc rejeté cette proposition restrictive. Cela résulte tout à la fois de la référence générale à la législation sur les accidents du travail contenue dans l'article 1^{er} de la loi de 1922, ainsi que des termes de l'article 4 § 1^{er}. Ce texte, nettement démonstratif de la pensée du législateur, applique de façon naturelle à un cas particulier la formule consacrée « les accidents qui survien-

(2) Prop. Beauregard. — Réclamé également par la Société des Agriculteurs de France.

draient par le fait ou à l'occasion du travail ». Il y aura donc lieu d'appliquer cette formule en lui donnant le sens que la jurisprudence lui attache. Ainsi seront considérés comme accidents du travail ceux qui se produisent à l'heure et au lieu (3) du travail, ainsi que ceux qui atteignent le travailleur même en dehors du lieu du travail quand celui-ci accomplit un acte sur l'ordre de son patron.

SECTION II

ACCIDENTS NE DONNANT PAS DROIT A UNE INDEMNITÉ

Parmi ces accidents, il faut distinguer deux catégories. Dans la première, se rangent les accidents qui n'ont aucun lien de connexité avec le travail, dans la seconde on trouve plusieurs hypothèses où l'accident est bien survenu à l'occasion du travail, mais où une considération nouvelle décide le législateur à supprimer ou à réduire l'indemnité qui serait due.

(3) Pour le cas de l'ouvrier agricole, blessé par un obus enfoui dans le sol, en pays dévasté, le Ministre du Travail a affirmé que cet accident relevait de la loi sur les victimes civiles de la guerre. (Chambre. 18 mai 1915. *J. O.*, p. 679). Or, le rapporteur de la loi du 24 juin 1919 a déclaré à la Chambre (7 mai 1918. *J. O.*, p. 1.397) que l'ouvrier ne pourrait invoquer que la loi de 1898, ce qui semble conforme à la jurisprudence de la Cour de cassation sur la réparation d'un accident causé au lieu du travail par un fait de guerre.

§ 1^{er}. — *Accidents étrangers à l'exercice du métier*

Il s'agit de tous les accidents qui peuvent atteindre l'ouvrier alors qu'il ne fait pas un acte se rattachant à son travail.

Quelquefois, c'est l'employeur qui l'affectera à un travail étranger à celui pour lequel il a été engagé. Dans ce cas il y a lieu de distinguer. Si l'exploitation à laquelle ce travail se rattache est régie par une autre loi consacrant aussi le régime du risque professionnel, l'ouvrier agricole aura le droit d'invoquer la loi spéciale régissant le travail au cours duquel il a été frappé.

Si, au contraire, le travail exécuté exceptionnellement lors de l'accident, à la demande du chef d'entreprise, n'est pas soumis à la législation sur les accidents du travail, la jurisprudence décide que s'il a été exécuté d'un accord exprès ou tacite des parties, l'ouvrier n'a droit à aucune indemnité fondée sur cette législation (4).

La loi du 15 décembre 1922 a consacré dans cette hypothèse une autre solution dans l'article 3 en décidant que « si une personne visée à l'article 1^{er} est employée, par un même exploitant occasionnellement à une autre occupation non visée par la législation des accidents du travail, la présente loi s'appliquera également aux accidents qui surviendraient au cours de cette autre occupation ». Ce sera, par exemple, le cas d'un domestique agricole qui sera victime d'un accident en descendant à la cave une pièce de vin, ou en attelant le cabriolet de son patron pour

(4) Civ. 26 mars 1918. D. P., 1920, 1, 65.

conduire la maîtresse de la maison à la ville. Il se trouve alors aussi exposé aux risques d'accident que si on le chargeait d'atteler le même cheval à une charrue. Il s'agit donc de travaux qui n'ont pas un caractère purement agricole, mais qui gravitent autour de l'exploitation principale. D'une part, l'ouvrier agricole peut difficilement se refuser à remplir ce travail, l'exploitant, d'autre part, est souvent obligé de parer à toutes les nécessités avec l'aide des seules ressources locales. Une autre solution législative aurait été peu équitable, d'autant qu'avec la variété même des travaux qui s'effectuent dans les exploitations agricoles, il aurait été difficile de déterminer le caractère exact de chacun d'eux, certaines législations étrangères ont, du reste, adopté la même solution. Remarquons que le législateur a manifesté son désir de voir largement interpréter ce texte, d'abord en substituant au mot « accidentellement » l'expression « occasionnellement » qui est plus compréhensive, puis en appliquant ce régime aux personnes visées à l'article 1^{er} quand elles sont occupées à des travaux spécifiés « aux articles précédents », c'est-à-dire non pas seulement à ceux prévus par l'article 1^{er}, mais encore au cas d'entretien et de mise en état des jardins (art. 2).

§ 2. — *Accidents du travail ne donnant pas droit
à une indemnité*

On rencontre ici les mêmes solutions que celles ad-

mises pour l'application de la loi du 9 avril 1898. Trois types d'accidents rentrent donc dans cette catégorie.

a) Les accidents causés par la force majeure ; toutefois si le travail a contribué à mettre les forces de la nature en mouvement ou qu'il en aggrave les effets, le droit à la réparation subsistera pour la victime comme aussi lorsqu'il s'agira d'un cas fortuit.

b) Les accidents causés par un fait intentionnel, aux termes de l'article 20 § 1^{er} de la loi de 1898.

c) Les accidents entraînant une interruption de travail de moins de quatre jours, sauf si l'incapacité dure plus de dix jours et compte tenu aussi de la loi du 17 octobre 1919.

§ 3. — *Accidents du travail donnant lieu à un régime particulier d'indemnisation*

L'article 20 §§ 2 et 3 de la loi de 1898 réserve le droit aux tribunaux, en cas de faute inexcusable de l'ouvrier ou de l'employeur, de diminuer ou de majorer le taux des rentes dues à la victime ou à ses ayants-droit. Les tribunaux garderont, quant à l'appréciation du caractère inexcusable de la faute, les mêmes pouvoirs en matière agricole ; en effet, on n'a pas pris en considération une proposition (5) qui tendait à lier le juge en faisant consi-

(5) Prop. Beauregard. Art. 19. § 3.

dérer comme fautes inexcusables l'ivresse manifeste et le fait d'avoir provoqué l'accident en maltraitant l'animal qui l'aura causé.

Rappelons enfin que si une infirmité de guerre a été la cause exclusive de l'accident ou a aggravé dans une certaine mesure la réduction permanente de capacité qui en est résultée pour la victime, le patron sera exonéré, en tout ou en partie, des rentes à payer dans les conditions précisées par la loi du 25 novembre 1916.

SECTION III

PREUVE DES ACCIDENTS

Là encore la loi de 1922 n'a pas innové, cependant le législateur y avait été invité en ce qui concerne la preuve du rapport de causalité existant entre l'accident et le travail. On avait estimé trop sévère la jurisprudence qui s'inspire ici de l'article 1315 du Code civil. On avait montré le travailleur agricole isolé, éloigné du chef d'entreprise, n'ayant pas à proximité un témoin pour établir comment l'accident a eu lieu. « Un charretier a été blessé au cours de son travail ; il est tombé sous la roue de sa voiture qui lui a cassé la jambe ; il est demeuré sur place, les chevaux sont rentrés seuls à la ferme. Comment la victime prouvera-t-elle que c'est bien la voiture qu'elle conduisait et non une autre qui l'a blessée ? » Déjà le

projet du Gouvernement, approuvé par la Commission de prévoyance, avait prévu que dans les exploitations agricoles « sont présumés accidents du travail, sauf preuve contraire, tous les accidents survenus au cours du travail ». Cette présomption légale ne fut pas admise, car elle était susceptible de faire naître des abus tels qu'on avait été obligé de prendre certaines précautions pour garantir à l'exploitant l'exercice effectif du droit qu'il gardait de détruire cette présomption.

On aurait du reste très peu amélioré la situation par cette présomption, car la jurisprudence se montre assez large sur ce point. L'ouvrier, en effet, aurait dans tous les cas été obligé de démontrer que l'accident s'était produit au cours du travail. Or, la jurisprudence (6) considère que cette preuve suffit pour qu'on puisse considérer cet accident comme étant survenu par le fait ou à l'occasion du travail, tout en réservant la possibilité pour le patron de démontrer que l'accident est le résultat de la faute intentionnelle de la victime ou d'un cas de force majeure. D'autre part (7), elle décide que toute lésion qui se produit dans un accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail doit être considérée, sauf preuve contraire, comme résultant du travail. Enfin elle admet que dès lors que cet accident s'est produit à l'heure et au lieu du travail, l'ouvrier n'a pas à en établir la cause (8). On voit par là que cette présomption n'aurait eu à jouer que dans

(6) Req. 25 oct. 1910. *Gaz. Trib.* 1911, 1, 104.

(7) Cass. Ch. réunies, 7 avril 1921. S. 1922, 1, 81.

(8) Civ. 8 fév. 1911, S. 1911, 1, 280.

des cas exceptionnels, son adoption aurait nécessité du reste son extension au profit des autres salariés pouvant invoquer la législation des accidents du travail et qui souvent auraient été dans des situations identiques à celles des ouvriers agricoles.

(7) Cass. Ch. réunies. 7 avril 1921. S. 1922, 1, 81.

(8) Civ. 8 fév. 1911. S. 1911, 1, 280.

CHAPITRE II

LES EXPLOITATIONS ASSUJETTIES

Dans l'article 1^{er} de la loi, le législateur a manifesté sa volonté de voir appliquer la réglementation qu'il élaborait à toutes les exploitations agricoles, de toute nature. Par lui-même le terme agricole apparaît déjà large, mais si en fait on considère la situation on s'aperçoit que les nécessités économiques ont amené souvent les agriculteurs à développer singulièrement le domaine de leur activité en créant des établissements industriels ou commerciaux qui complètent heureusement ces exploitations agricoles principales en facilitant l'utilisation et l'écoulement des produits qu'ils récoltent. D'autre part on ne peut appliquer cette loi sans tenir compte des interventions législatives précédentes qui ont déjà sur certains points mordu sur le domaine proprement agricole ou qui y touchent de près en tant qu'il s'agit de ces exploitations accessoires jointes aux exploitations agricoles. Il faut donc préciser comment la loi de 1922 peut s'appliquer à ce domaine naturel et économique en se conciliant avec les dispositions législatives précédentes. C'est ce que nous verrons en examinant d'abord les exploitations agricoles principales, puis les exploitations agricoles accessoires.

SECTION I

EXPLOITATIONS AGRICOLES PRINCIPALES

Dans son article 1^{er} § 1, la loi du 15 décembre 1922 donne une formule très large pour déterminer son champ d'application : toutes « les entreprises agricoles de quelque nature qu'elles soient ». C'est là une expression très compréhensive, qui vise toutes les exploitations où l'on fait usage de la terre pour un objet d'économie rurale. Le législateur a ajouté une énumération « ainsi que les exploitations d'élevage, de dressage, d'entraînement, les haras », cette énumération apparaît comme constituant une addition à la formule générale qui la précède, mais il ne faut y voir que l'expression du désir du législateur d'éviter toute incertitude à l'égard de certaines catégories d'exploitations auxquelles on aurait pu dénier le caractère agricole. Cette énumération purement énonciative vise d'abord les exploitations d'élevage, aussi bien de chevaux que d'animaux de basse-cour, puis les entreprises de dressage, d'entraînement (1), on peut ajouter, à titre d'exemple, les entreprises horticolas, de maraîchage, etc. ; la formule initiale de l'article 1^{er}, § 1^{er} doit toujours rester le guide sur ce point.

Le législateur a manifesté cette tendance à une application large et équitable, en décidant dans l'article 2 que « sont assimilés aux ouvriers agricoles, au point de vue

(1) La jurisprudence refusait auparavant de leur appliquer la loi de 1898. Trib. Senlis. 11 fév. 1920. *Gaz. Pal.* 1920, 1, 617.

de la présente loi, ceux qui n'étant pas petits patrons, sont occupés par des entrepreneurs ou des particuliers, à l'entretien et à la mise en état des jardins ». On a estimé que s'il était difficile de reconnaître le caractère d'exploitation agricole à ce travail, toutefois la loi devait s'y appliquer par ce qu'il y avait autant de risques pour l'ouvrier ainsi occupé que pour celui qui fait le même travail chez un horticulteur. On a ajouté que les propriétaires de jardins d'agrément, étant bien plus en état de payer la prime d'assurance que la majorité des agriculteurs pouvaient aisément se garantir contre cette responsabilité en s'assurant.

Déjà avant 1922, le législateur s'était préoccupé de certaines situations qui relèvent de l'agriculture : d'une part la loi du 30 juin 1899 avait prévu l'application du risque professionnel en matière d'accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés, d'autre part la loi du 15 juillet 1914 avait étendu aux exploitations forestières les dispositions de la loi du 9 avril 1898. Ainsi, dans le domaine agricole *lato sensu*, un conflit pouvait se présenter entre ces lois, il est nécessaire de qualifier, à l'égard de ces deux textes antérieurs, l'exploitation agricole au sens de la loi de 1922.

A) La loi du 30 juin 1899 dispose que les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés, sont à la charge de l'exploitant. Dans sa disposition finale elle ajoute que, hors ce cas, la loi de 1898 n'est pas applicable à l'agriculture. Le projet de loi déposé par le Gouvernement en 1906 prévoyait l'abrogation de la loi de 1899, c'était là une formule trop

absolue car ce texte contient une solution qu'il est bon de maintenir surtout quand l'exploitant du moteur ne s'identifie pas avec le cultivateur pour le compte de qui le travail est fait. A l'inverse, en 1915, la Chambre avait voulu consacrer explicitement la conséquence qui résultait implicitement de la nouvelle intervention du législateur, en déclarant que le dernier paragraphe de la loi de 1899, qui repousse l'application de la loi de 1898 en matière agricole, était abrogé. C'était là une disposition presque superflue.

Finalement, dans l'article 16 § 6, on a décidé que « les dispositions de la loi de 1899 ne s'appliquent plus aux accidents causés par les moteurs inanimés toutes les fois que ceux-ci sont utilisés par les agriculteurs auxquels ils appartiennent et qui sont eux-mêmes assujettis à la présente loi ». Il est important de rappeler le motif qu'on a donné à l'appui de ce texte, on a estimé « qu'il serait anormal de placer les propriétaires de moteurs inanimés qui ne s'en servent que pour leur propre exploitation agricole sous l'empire de deux législations qui ne sont pas concordantes, notamment en ce qui concerne les responsabilités et le calcul des salaires (2) ». Ainsi trois conditions sont nécessaires pour que la loi du 15 décembre 1922 s'applique au chef de l'exploitation, il faut qu'il soit assujetti à cette loi, que les moteurs inanimés lui appartiennent, qu'enfin il en fasse usage pour les besoins de son exploitation. La loi du 30 juin 1899 continuerait au contraire de s'appliquer, si le chef d'exploitation n'était pas assujetti à la loi du 15 décembre 1922, ou si, tout en étant

(2) Déclaration du rapporteur. Sénat, 7 déc. 1920. *J. O.*, p. 1864.

assujetti à cette loi, les moteurs inanimés qu'il emploie ne lui appartiennent pas.

B. La loi du 15 décembre 1922 ne fait aucune allusion à celle du 15 juillet 1914 qui a étendu la législation sur les accidents du travail aux exploitations forestières, cette dernière subsiste donc dans son intégralité. Mais il existe entre ces deux lois des points de contact, parce que toutes les exploitations de bois n'ont pas été soumises au régime établi en 1914 et par suite doivent être considérées comme des exploitations agricoles (3).

Pour qu'on se trouve en présence d'une exploitation forestière soumise à la loi de 1914, trois conditions doivent être réunies : il faut qu'il y ait « une exploitation de bois », qu'il s'agisse de l'exécution de certains travaux limitativement énumérés par la loi et qui sont réputés forestiers par leur nature ou à raison du lieu du travail, qu'enfin le terrain boisé présente une superficie d'un seul tenant supérieure à trois hectares ou que l'opération effectuée sur des arbres plantés hors des bois ait le caractère d'une exploitation.

On a donc exclu un certain nombre d'exploitations du domaine d'application du risque professionnel forestier pour les faire rentrer dans le domaine agricole en tenant compte de la superficie de l'exploitation, de son affectation, de son caractère commercial ou de l'âge des plantations ainsi que du caractère de certains travaux.

Sont donc assujetties à la loi du 15 décembre 1922, les exploitations de bois suivantes :

(3) Déclaration du rapporteur. Chambre 26 mars 1915. *J. O.*, p. 488.

1° Celles dont la superficie d'un seul tenant est inférieure à trois hectares, car il s'agit là de petites exploitations faites généralement pour des usages domestiques et journaliers par la main-d'œuvre agricole, dans les boqueteaux rattachés aux fermes en vue de leur entretien.

2° Les coupes de bois effectuées pour son usage personnel par le propriétaire du sol ou par le fermier ou métayer.

3° Les coupes d'arbres plantés hors des bois lorsque l'opération n'aura pas le caractère d'une exploitation, cette opération se présentant alors comme une sorte de récolte et n'ayant aucun caractère industriel ou commercial.

4° Les éclaircies faites dans les plantations de moins de vingt ans, car ce sont des opérations de sylviculture qui ont un caractère purement cultural.

5° Enfin les travaux effectués dans une exploitation de bois soumise à la loi de 1914, mais qui ne sont pas compris dans l'énumération limitative donnée par ce texte et qui n'ont pas un caractère industriel ou commercial, comme l'élagage ou le transport en forêt autrement qu'à la main.

SECTION II

EXPLOITATIONS AGRICOLES ACCESSOIRES

Si la culture et certaines exploitations forestières sont bien des travaux agricoles, on relève au contraire dans certaines exploitations agricoles des opérations qui ont un

caractère industriel ou commercial. Il n'y a donc pas dans les faits une distinction nettement tranchée entre ce qui est agriculture ou ce qui est industrie ou commerce. Cette confusion apparaît à l'heure actuelle comme d'autant plus fréquente que ceux qui la réalisent obéissent à un mouvement très développé de nos jours : l'intégration. C'est pour les agriculteurs un moyen d'écouler plus régulièrement et plus facilement leurs produits et de les mettre en œuvre plus complètement. Grâce à cette mise en valeur accessoire, ils retirent de leur travail un bénéfice correspondant mieux à leurs efforts. C'est ainsi que l'agriculteur fera du beurre et du fromage avec le lait de ses vaches, du vin avec ses raisins, de l'alcool avec ses betteraves, comme il pourra aussi créer à la ville un dépôt pour y vendre les produits de sa ferme.

Partant d'un point de vue théorique, étranger aux intérêts importants en jeu, on aurait pu aboutir à une solution simple et claire. Il suffisait d'appliquer à chacune de ces catégories d'activité le régime juridique qui le concernait, établir par conséquent dans les exploitations agricoles une discrimination entre ce qui était agriculture proprement dite, ce qui était industrie ou commerce et appliquer pour ces derniers cas la loi de 1898 ou celle du 12 avril 1906.

Mais, dès avant la loi du 15 décembre 1922, la jurisprudence avait surtout voulu voir les faits et donner une solution qui en tînt compte sans gêner les agriculteurs par une variété de régime quant à la responsabilité des accidents du travail. Elle a ainsi cherché à déterminer cette unité économique productrice pour y faire correspondre une même unité dans le domaine juridique en rat-

tachant à l'exploitation agricole principale ces entreprises satellites.

Cette tendance était très importante, déjà avant 1922, puisqu'on faisait échapper ainsi au régime du risque professionnel ces exploitations complémentaires en les maintenant comme l'exploitation agricole dans le domaine de la responsabilité de droit commun des articles 1382 et suivants. Actuellement, le classement des entreprises assujetties est indifférent en ce qui concerne la soumission au principe même du risque professionnel, mais il y a encore un intérêt à déterminer si une exploitation doit être considérée comme dépendant d'une exploitation agricole ou si elle constitue au contraire un établissement commercial ou industriel, intérêt du reste qui se retrouve à un moindre degré quand on distingue les exploitations agricoles des exploitations forestières ou des cas soumis à la loi du 30 juin 1899. En effet, quant aux modalités d'application de ce principe, des dispositions spéciales ont été admises qui diffèrent des lois précédentes, notamment quant aux personnes assujetties puisque la loi de 1922 organise l'assujettissement facultatif avec l'assurance obligatoire, ou quant aux personnes protégées puisqu'elle s'étend aux enfants de moins de douze ans. La procédure prévue par la loi de 1922 présente aussi des particularités ainsi que le calcul du salaire de base.

Il faut donc voir dans quelle mesure et d'après quel critérium ces opérations accessoires sont soumises à la loi du 15 décembre 1922.

A. Quand il s'agissait des industries rattachées à l'exploitation, comme par exemple, les beurreries, laiteries, distilleries, cidreries, la jurisprudence avant 1922, avait

accusé une incertitude quant aux circonstances qui devaient marquer ce lien de dépendance. Elle avait reconnu (4) que la loi de 1898 devenait applicable aux accidents survenus dans une fromagerie, si l'agriculteur employait régulièrement et en quantité notable du lait acheté au dehors, mais qu'à l'inverse il n'était pas assujéti à cette loi quand la transformation faite par l'exploitant ne portait que sur le lait fourni par ses vaches ou tout au moins que les produits achetés au dehors étaient dans une proportion assez restreinte eu égard à l'ensemble de la fabrication, pour n'en constituer que l'accessoire. Puis elle avait décidé, à la même date (5) « que si la loi de 1898 n'est pas applicable à l'agriculture, elle l'est cependant aux industries annexes qui ne sont pas le complément indispensable d'une exploitation rurale » et le 8 novembre 1910 elle ajoutait à cette formule « qu'il importe peu que l'usine ne soit alimentée que par les produits de l'exploitation rurale (6) ».

La loi du 15 décembre 1922, dans son article 1^{er} § 1^{er} décide qu'on doit traiter comme des exploitations agricoles « les entreprises de toute nature... se rattachant à des syndicats ou exploitations agricoles, lorsque l'exploitation agricole constitue le principal établissement. » Ainsi deux conditions sont exigées par la loi pour qu'on se trouve en présence d'une industrie annexe, d'une part qu'elle se rattache à une exploitation ou, ajoute la loi, à un syndicat agricole, d'autre part que l'exploitation agri-

(4) Civ. 6 avril 1909. S. 1912, 1, 37.

(5) Civ. 6 avril 1909. S. 1912, 1, 17.

(6) Civ. 8 nov. 1910. S. 1912, 1, 17.

cole constitue le principal établissement. On a ainsi laissé de côté ce caractère indispensable que devait présenter l'industrie annexe, car il s'agit là d'une considération sujette en fait à discussion. Pour qu'il y ait industrie accessoire, il faudra que l'exploitant transforme ses propres produits, ou ceux qu'il achètera à condition qu'il ne le fasse que dans une mesure restreinte. Elle serait principale si l'exploitant l'alimentait de produits étrangers achetés dans une proportion telle que l'entreprise deviendrait indépendante des récoltes de l'exploitation agricole dont elle ne pourrait plus alors être considérée comme l'annexe. Il faut du reste remarquer que si l'expression « entreprise de toute nature » est par elle-même suffisamment compréhensive, il ne faudrait pas en exagérer le sens par une interprétation trop large, la Commission (7) du Sénat, voulant éviter des interprétations trop extensives, a, en effet, dans ce but substitué le texte actuel à la formule qui avait été adoptée par la Chambre.

B. La même question de rattachement à l'exploitation agricole se posait pour certains magasins ou dépôts créés dans les villes par les agriculteurs pour y vendre les produits de leur exploitation. Certains auteurs avaient soutenu qu'on pouvait soumettre ces établissements au régime de la loi du 12 avril 1906 qui vise les entreprises commerciales. Dans cette opinion pour déterminer les entreprises régies par la loi de 1906, il ne fallait pas seulement s'attacher aux termes des articles 632 et 633 du Code de Commerce, mais encore tenir compte de la nature de leurs opérations et les soumettre à ce régime dès lors

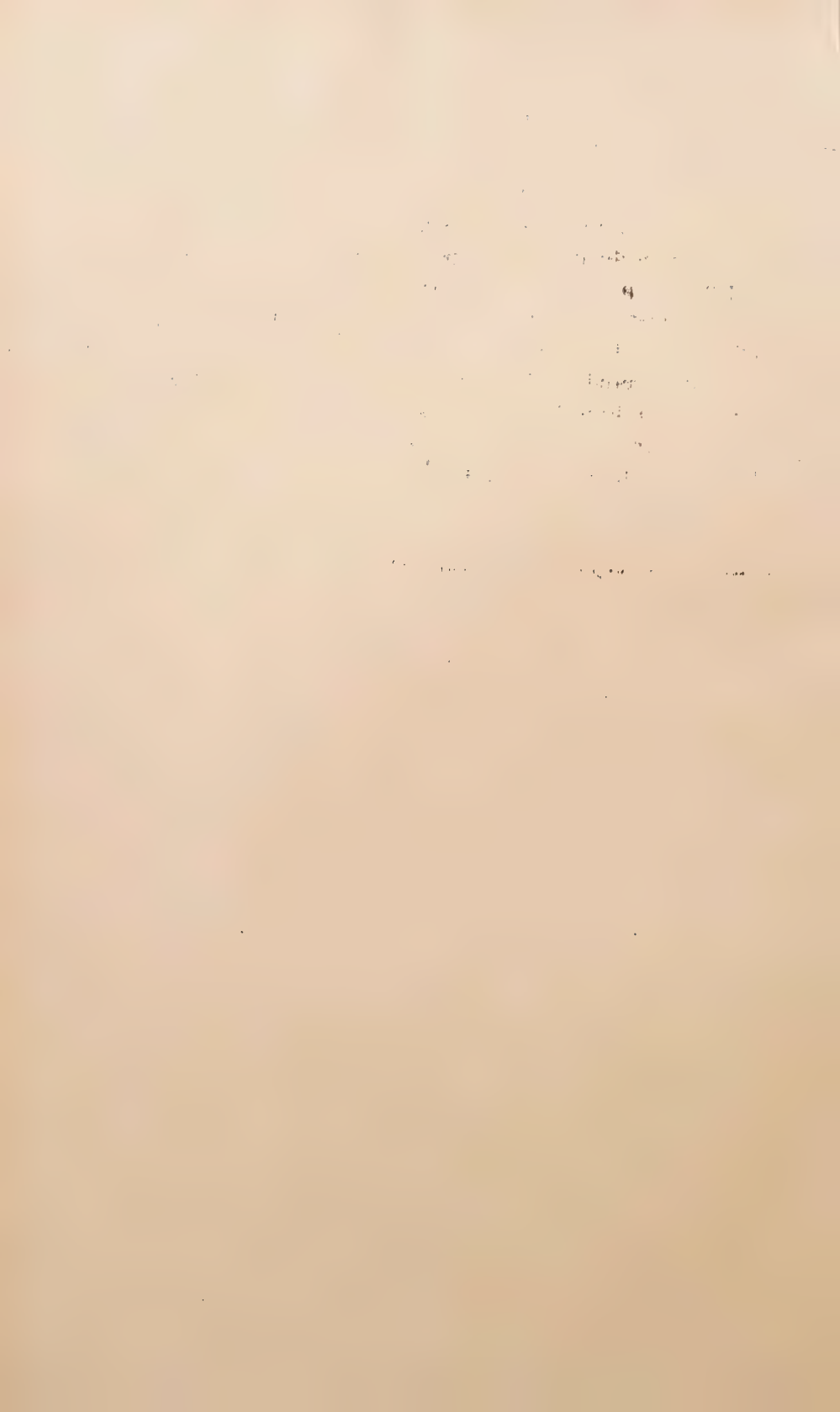
(7) Sénat. 1920. Annexe. 195. p. 168.

qu'elles présentent en fait le risque contre lequel le législateur a entendu protéger les travailleurs (8). Mais cette doctrine n'a pas prévalu en jurisprudence, celle-ci estimant, en effet, qu'il faut se référer seulement aux articles 1, 632 et 633 du Code de Commerce (9). Vendant exclusivement des produits de l'exploitation, ces établissements ne pouvaient donc être soumis à la loi de 1906. A l'inverse on aurait pu hésiter sur leur dépendance économique et juridique vis-à-vis de l'exploitation agricole.

La loi dans son article 1^{er} § 1^{er} tranche la difficulté en décidant qu'elle sera applicable aux « entreprises de toute nature, dépôts ou magasins de vente se rattachant à des syndicats ou exploitations agricoles, lorsque l'exploitation agricole constitue le principal établissement ». La loi impose donc ici les mêmes conditions qu'en matière d'industries annexes. D'abord un rattachement à l'exploitation agricole, d'autre part l'exploitation agricole doit constituer le principal établissement. Il faut donc un rapport effectif entre les deux établissements et une dépendance de l'un envers l'autre. Si ces dépôts ou magasins n'étaient pas alimentés exclusivement par l'exploitation ou le syndicat agricole et vendaient en outre des produits achetés pour la revente, ils constitueraient alors des établissements commerciaux et seraient soumis à la loi du 12 avril 1906 pour les accidents du travail. On peut remarquer qu'à l'égard de ces établissements annexes, les modalités d'application du risque professionnel spéciales à l'agriculture ne se justifient pas toujours.

(8) Cabouat. De l'extension du risque professionnel, p. 48.

(9) Civ. 22 nov. 1911. S. 1912, 1, 5.



CHAPITRE III

L'ES EXPLOITANTS ASSUJETTIS

Tout en acceptant la légitimité de l'extension du risque professionnel à l'agriculture, on pouvait se demander si ce régime convenait à toutes les situations qui théoriquement satisfont aux conditions légales d'application du risque professionnel et s'il n'était pas nécessaire de tenir compte des faits autant par esprit de justice que pour assurer une pleine efficacité à cette extension. Si la loi du 15 décembre 1922 a étendu la législation des accidents du travail aux exploitations agricoles, elle a cependant tenu compte des faits en distinguant les assujettis obligatoires et les assujettis facultatifs, alors que, en principe, dans la loi de 1898, tout patron dirigeant une entreprise assujettie à la loi est lui-même assujetti.

Déjà, lors de l'élaboration de la loi de 1898, on avait discuté sur l'opportunité de soumettre au régime du risque professionnel les petits patrons, par crainte de voir la petite industrie écrasée. Le problème s'est posé de façon plus étendue encore à l'égard de l'agriculture, la classe si nombreuse des petits agriculteurs, qui font rarement usage de l'assurance, aurait été exposée à de graves res-

ponsabilités du fait de cette extension pure et simple de la loi de 1898. Dans une situation souvent semblable à celle des ouvriers qu'ils recrutent, ils auraient été dans l'impossibilité de payer les indemnités fixées par la loi.

Deux questions se posaient donc : devait-on admettre une exception à l'extension absolue du risque professionnel à l'agriculture : dans l'affirmative, d'autre part, dans quelle mesure devait-on l'admettre.

Contre l'admission de l'exception elle-même on a fait valoir trois arguments déjà présentés lors de la discussion de la loi de 1898 (1). L'ouvrier puise dans le contrat de travail un droit à réparation, il est donc d'une injustice flagrante de subordonner l'exercice de ce droit à l'importance plus ou moins considérable de l'exploitation où il travaille. Du reste, admettre cette exception, ce serait aller à l'encontre de l'intérêt réel du petit exploitant qu'on veut favoriser. D'une part, il ne trouvera pas, à l'époque des grands travaux, la main-d'œuvre qui lui est nécessaire, d'autre part en cas d'accident atteignant un ouvrier qu'il emploie occasionnellement, si sa responsabilité est engagée dans les termes des articles 1382 et suivants du Code civil, il pourra se voir subitement ruiné par une décision judiciaire le condamnant à payer à la victime une indemnité plus élevée que l'indemnité forfaitaire qu'il aurait dû verser en vertu de la loi de 1898.

On ajoutait des arguments visant spécialement l'agriculture. Ne pas englober les petits exploitants dans le risque professionnel, c'était n'atteindre qu'une faible

(1) Notat. Déclaration du Président du Conseil. Sénat, 25 mars 1889. *J. O.*, p. 332.

minorité d'exploitations. L'enquête faite en 1908 par le ministère des Finances fait en effet ressortir que sur 5.505.464 exploitations, il y en avait 2.087.851 de moins d'un hectare et 2.523.713 de 1 à 10 hectares qui auraient pu ainsi échapper à la loi. D'autre part, si on remédiait à cela par l'assujettissement facultatif, de nombreux exploitants auraient ignoré l'existence de la loi ou les formalités à remplir.

A cela on a répondu qu'une loi de protection sociale ne devait pas avoir pour effet d'écraser les employeurs sous le poids de charges excessives et d'imposer à la petite culture des obligations qu'elle ne serait pas capable de supporter (2). Si l'Etat cherchait à les soulager d'une partie de ce poids, la collectivité aurait alors à couvrir des dépenses assez considérables (3). Des législations étrangères avaient du reste adopté un régime distinguant entre les différentes catégories d'exploitants, l'Angleterre avant 1906, le Danemark, la Belgique. Ces petits propriétaires qui ne faisaient que rarement appel à d'autres travailleurs souhaitaient de voir reconnaître cette exonération. La consacrer enfin, c'était un moyen de vaincre la résistance de ceux qui pouvaient encore critiquer le principe de l'application de la loi de 1898 à l'agriculture.

C'est en vain qu'on essaya de faire admettre le prin-

(2) « Pour les agriculteurs, les charges résultant de l'application de la loi nouvelle seront au moins quintuples de celles qui leur sont actuellement imposées quand ils s'assurent vis-à-vis de leur personnel ». Avis de M. Sagot dans rapport Néron. Chambre. Annexe 5.113. J. O., p. 333.

(3) Evalués à 144 millions dans le système de la loi de 1922 si tous les exploitants s'assurent aux mutuelles. (Rapport Néron: Op. cit.)

cipe de l'extension absolue de la loi de 1898 à l'agriculture, en proposant de faire supporter par l'Etat le paiement de toutes les indemnités ou seulement des rentes, on estima finalement qu'il fallait admettre certaines dérogations, mais il était nécessaire de trouver un critérium pour distinguer les assujettis obligatoires des non assujettis. On en proposa plusieurs s'inspirant tout à la fois des conditions dans lesquelles se trouve l'agriculture en France et des solutions qui avaient été admises à l'étranger. Les uns voulaient classer les exploitants suivant la superficie des exploitations, mais il était difficile de trouver une mesure convenant aux diverses régions et aux différentes sortes de cultures. L'importance des ressources des exploitants ne donnait pas toujours un critérium suffisamment juste et la fixation d'un nombre minimum de collaborateurs employés au-dessous duquel il n'y aurait pas eu assujettissement ne constituait qu'une solution empirique. Finalement on s'arrêta à la formule suivante contenue dans l'article 1^{er} § 2 de la loi « les exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide des membres de leur famille, ascendants, descendants, conjoint, frères et sœurs ou alliés au même degré ne sont pas assujettis à la présente loi, même s'ils emploient occasionnellement un ou plusieurs collaborateurs salariés ou non. » On avait par cette formule cherché à restreindre l'exemption sans porter préjudice aux exploitants. Il faut cependant remarquer que ce texte est plus large que celui qui consacre une exception de même nature au profit des artisans dans la loi de 1898, article 1 § 2. Il est d'abord plus compréhensif quant à la détermination de ceux qui échappent à la loi, et d'autre part dans les faits ceux qui sont exemptés par

la loi de 1898 forment l'exception, alors qu'ici il s'agit d'un nombre important.

Mais le législateur n'a pas voulu borner là son intervention, il a pensé qu'il serait utile de voir ces non assujettis venir volontairement au régime de la loi de 1898 quand ils le pourraient. Il a alors prévu, spécialement pour eux la faculté d'adhérer au régime qu'il instituait en l'accompagnant de certaines garanties et en prévoyant certains avantages pour les y décider. C'est un assujettissement facultatif par persuasion.

La situation économique des petits exploitants qui avait amené à les distinguer des exploitants plus importants allait encore être prise en considération pour faire envisager par le législateur la création d'une mesure de protection à leur profit grâce à l'assurance. Les statistiques montrent qu'il y a un nombre considérable de petits exploitants, d'autre part leur condition sociale est semblable à celle des salariés proprement dits, travaillant comme eux ils sont exposés aux mêmes dangers. On a donc prévu pour eux la faculté d'adhérer à la loi, le rapport naissant cette fois directement entre l'exploitant et l'assureur, *omisso domino*, dans des conditions très différentes du reste de celles de la loi de 1898 modifiée par celle du 31 mars 1905, sur la mise en cause de l'assureur. Ici, le risque professionnel n'est plus le fondement d'une responsabilité, mais l'inspirateur des modalités d'une assurance. On passe du domaine de la responsabilité à celui de la prévoyance.

L'assujettissement facultatif se présente donc sous deux aspects dans la loi de 1922, comme du reste dans la loi du 5 avril 1910 (art. 36) pour les assurés facultatifs.

Nous aurons donc à préciser la notion d'assujetti facultatif puis à examiner les conditions et la procédure prévues par la loi pour pouvoir bénéficier des effets de cet assujettissement. Nous pourrons ensuite envisager le régime de droit commun en étudiant la situation des assujettis obligatoires.

SECTION I

L'ASSUJETTISSEMENT FACULTATIF

§ 1^{er}. — *La nation d'assujetti facultatif*

Il faut distinguer deux catégories d'assujettis facultatifs :

1. — Les petits exploitants visés par l'article 1^{er} § 2.
2. — Tous les exploitants pour leur protection personnelle.

1^o L'article 1^{er} § 2 nous donne la définition de l'exploitant non assujetti « les exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide des membres de leur famille, ascendants, descendants, conjoint, frères, sœurs ou alliés au même degré ne sont pas assujettis à la présente loi, même s'ils emploient occasionnellement un ou plusieurs collaborateurs, salariés ou non », ce texte vise deux hypothèses. L'une présente une analogie avec celle que prévoit l'article 1^{er} § 2 de la loi de 1898 ; dans un cas il s'agit d'un ouvrier isolé, dans l'autre de l'exploitant isolé. Puis, et c'est la seconde hypothèse qui cette fois ne trouve pas son pendant dans la loi de 1898, il peut s'agir d'un exploitant qui travaille avec l'aide des membres de sa famille précisément délimitée. Dans l'un et l'autre cas les exploitants ne sont pas soumis au régime de la loi de 1922, mais la

loi ajoute, et c'est là une formule qui se rapproche de celle inscrite dans l'article 1^{er}, § 2 de la loi de 1898, qu'ils ne le seront même pas s'ils emploient occasionnellement un ou plusieurs collaborateurs salariés ou non.

Par elle-même, la situation de l'exploitant isolé ne soulève pas de difficulté, mais il y a lieu d'examiner d'une part la seconde hypothèse : l'exploitation par la famille agricole, d'autre part la notion de collaboration occasionnelle qui est importante puisqu'elle est commune aux deux cas.

En exonérant en principe l'exploitant du risque professionnel quand il travaille avec sa famille seulement, on a voulu tenir compte de ce fait que le plus souvent il s'agira d'un petit agriculteur auquel il serait difficile de faire supporter de lourdes charges. En même temps, en agriculture, certains membres de la famille apparaissent comme constituant plutôt une association avec le chef d'exploitation, la loi ne vise en effet que les « ascendants, descendants, conjoint, frères, sœurs ou alliés au même degré ». Toutefois cette considération invoquée au cours des travaux préparatoires ne serait pas toujours exacte, aussi a-t-on ajouté qu'il n'y avait pas à tenir compte du fait qu'un lien de droit unirait l'exploitant aux proches parents ; des rapports familiaux s'établiraient entre les intéressés, tels qu'ils seraient exclusifs de toute idée de risque professionnel. Cependant il est bon de remarquer que l'insuffisante garantie fournie par la seule application du droit commun de la responsabilité ne serait pas toujours complétée par l'obligation alimentaire qui ne s'applique pas à tous les membres de la famille visés par la loi de 1922.

Il semble que le législateur a voulu ajouter à l'article 1^{er} § 2 de la loi de 1898 une rallonge qui s'imposait eu égard à la situation de fait. Dans les deux cas ce que l'on vise c'est l'unité productrice, notion économique et sociale. Ici le législateur a été inspiré par la même idée sur laquelle se base l'article 35 de la loi du 5 avril 1884. Ce texte contient une disposition finale d'après laquelle « dans les communes de 501 habitants et au-dessus, les ascendants, et les descendants, les frères et les alliés au même degré ne peuvent être simultanément membres d'un même conseil municipal ». Il en résulte que pour les autres communes, qui sont précisément les petites communes rurales, la règle inverse doit être admise par ce que ce sont justement les éléments qui le plus fréquemment les composent. On voit qu'à part les femmes, exception qui s'explique en matière électorale, ce sont les mêmes cadres auxquels la loi de 1884 fait allusion.

Qu'il s'agisse d'un exploitant travaillant seul ou d'un agriculteur qui est aidé par sa famille, au sens de l'article 1^{er} § 2, ils ne seront pas assujettis de plano à la loi par ce qu'ils emploieraient occasionnellement un ou plusieurs collaborateurs salariés ou non. La collaboration occasionnelle c'est le fait de ne pas employer un travailleur d'une façon permanente. Le législateur n'est arrivé à cette expression qu'après avoir essayé d'autres formules, tout d'abord on a parlé de collaboration accidentelle, faisant ainsi un emprunt à l'article 1^{er} § 2 de la loi de 1898, puis de collaboration temporaire. C'est une évolution à retenir, car elle marque la tendance du législateur. Ainsi la collaboration occasionnelle n'est pas seulement celle qui est occasionnée par un travail fortuit, impossible à prévoir

normalement, par exemple si le cultivateur tombait malade et était obligé de faire appel à des ouvriers. Le législateur a voulu aller plus loin et viser la collaboration, non pas seulement exceptionnelle, mais celle qui est normale et qui rentre dans les prévisions de l'exploitant, ce sera le cas pour tous les travaux saisonniers. Dans les deux hypothèses donc, on se trouve en présence de collaborations temporaires, mais la périodicité de la collaboration dans un cas ne lui enlève pas son caractère occasionnel. C'est bien le sens que le législateur a voulu attribuer à ce mot. A la Chambre (4), alors qu'on discutait sur l'article 1^{er} qui présentait sur ce point une rédaction presque identique à celle qui existe aujourd'hui, on demanda quel était le sens exact de ce mot. « Occasionnelle, répondit le président de la Commission de prévoyance, ce mot signifie qui n'est pas d'une façon permanente », et le ministre de l'Agriculture d'ajouter « c'est le contraire de continue ». Au Sénat (5), le rapporteur déclara « du moment qu'il y a un ouvrier, il doit être protégé, sa présence à titre permanent dans l'exploitation entraîne l'assujettissement à la loi ». C'est le même sens qu'on attribuait en Angleterre, dans le système de la loi du 30 juillet 1900, à l'expression casual employment, qui visait la collaboration n'entraînant pas assujettissement au risque professionnel, par opposition à l'habitual employment.

Le système adopté par la loi peut soulever des critiques. D'une part on verra des entreprises importantes qui

(4) Séance du 29 avril 1915. *J. O.*, p. 573.

(5) Séance 23 déc. 1920. *J. O.*, p. 1987. Dans le même sens décret 22 août 1923, art. 1^{er}.

devraient normalement être assujetties, y échapper. L'exploitant aidé de sa famille suffira pour le travail ordinaire, pour les gros travaux il fera appel à des collaborateurs occasionnels, sans que ceux-ci soient protégés par la loi alors que les risques d'accidents augmenteront du fait de la multiplication d'une main-d'œuvre non familiarisée avec l'exploitation. Ainsi cet employeur quasi-permanent échappera à la loi à laquelle sera assujetti le petit exploitant qui a un berger à titre permanent pour garder ses moutons.

2° Tous les exploitants, aux termes de l'article 4 § 2 peuvent se placer eux-mêmes, pour les accidents dont ils seraient victimes, sous le bénéfice de la loi de 1922. Cette faculté d'assujettissement est générale quant aux bénéficiaires, on a dépassé ainsi le cadre qui correspondait au motif qu'on a invoqué pour introduire cette innovation dans la loi. Cette extension peut s'expliquer par le désir du législateur de traiter tous les exploitants de façon égale au regard de cette faveur. On a par là-même augmenté le nombre de ceux qui s'adresseront peut-être, aux fins d'assurance, aux sociétés d'assurances mutuelles et contribueront ainsi à leur développement.

Cet assujettissement est distinct de celui qui vise le personnel de l'exploitant, en ce sens que ce dernier peut adhérer à la législation des accidents du travail pour ses ouvriers, sans par cela s'y soumettre lui-même. Mais l'assujettissement pour la propre protection de l'exploitant n'est possible que s'il est déjà soumis à la loi pour son personnel. La question ne se pose pas pour les assujettis obligatoires et pour ceux qui travaillent seuls, mais pour les autres assujettis facultatifs, la loi n'autorise à adhérer

pour eux-mêmes à ce régime que « ceux qui auront usé de la faculté » d'assujettissement pour leur personnel.

§ 2. — *Conditions et procédure de l'adhésion*

Les conditions fixées par l'article 4 de la loi de 1922 sont identiques pour le cas d'assujettissement du personnel-famille et des collaborateurs occasionnels, par l'exploitant ou pour son propre assujettissement. Elles se ramènent à deux :

- 1° Assurance obligatoire (6) et préalable,
- 2° Adhésion à la législation sur les accidents du travail.

1° *Assurance.*

C'est là une mesure de prévoyance et de police qui est imposée à l'exploitant : en s'assujettissant, il faut qu'il sache l'étendue de sa responsabilité et qu'il s'assure pour ne pas être exposé à être ruiné et à tomber par suite à la charge de la collectivité. Les exploitants, quand ils adhèrent à la législation sur les accidents du travail, s'assurent pour pouvoir être assujettis. Ceux qui usent de cette faculté pour leur protection personnelle s'assujettissent pour être assurés dans certaines conditions. Dans le premier

(6) Il faut remarquer que si l'assurance est obligatoire, l'assujettissement est facultatif. C'est là une différence avec le système qui avait eu les faveurs de la Chambre lors de la discussion de la loi de 1898 ainsi qu'avec celui préconisé par M. Mirman en matière agricole dans sa proposition de loi du 13 déc. 1900. Il s'agissait alors d'assujettissement et d'assurance obligatoires.

cas, l'assurance est une condition à l'assujettissement, dans le second elle est le but poursuivi et devant être atteint dans certaines conditions spéciales.

L'exploitant doit contracter une nouvelle assurance, celle souscrite par lui auparavant pour le couvrir de la responsabilité dérivant des articles 1382 et suivants ou du risque professionnel par suite de son adhésion à la loi de 1898, est résiliée de plein droit en vertu de l'article 16 : c'est une des dispositions prises en vue de chercher à augmenter le nombre de ceux qui s'adresseront aux sociétés d'assurances mutuelles. L'assurance contractée par l'exploitant doit couvrir sa responsabilité pour ce qui concerne le paiement de toutes les indemnités. Le législateur n'a pas voulu qu'il ait à supporter des charges de ce chef. Elle pourra porter sur tout le personnel employé : membres de la famille ou collaborateurs occasionnels.

L'exploitant a un libre choix quant à l'organisme d'assurance auquel il s'adressera. Toutefois la loi a voulu mettre à sa disposition un procédé économique d'assurance : les assurances mutuelles. Outre qu'elles sont moins onéreuses que les autres, elles auront l'avantage de mettre obstacle aux fraudes, si faciles à la campagne, grâce à la surveillance réciproque de leurs membres. Enfin elles sont un utile instrument de propagande pour l'application de la loi. Pour éviter le fractionnement de l'assurance, si gênant pour l'exploitant, la loi, dans son article 11, autorise ces sociétés d'assurances à couvrir même les risques de mort et d'incapacité permanente moyennant certaines garanties. Le législateur a poussé les exploitants à adhérer à la législation sur les accidents du travail et à s'assurer aux sociétés d'assurances mutuelles.

Mais il a distingué entre les deux catégories d'assujettis facultatifs : ceux qui peuvent adhérer au régime du risque professionnel pour eux-mêmes jouissent déjà d'une faveur de la loi, il était naturel donc de réserver les avantages que l'on prévoyait à ceux qui les méritaient plus encore, c'est-à-dire aux petits exploitants visés par l'article 1^{er} § 2 qui travaillent avec l'aide de leur famille ou de collaborateurs occasionnels.

Dans ce but, la loi a prévu que les sociétés d'assurances mutuelles régies par la loi du 4 juillet 1900, recevront chaque année de l'Etat, des subventions spéciales représentant une partie des cotisations que devraient payer ceux de leurs adhérents visés au § 2 de l'article 1^{er} qui auront usé de la faculté d'assujettissement. Par ce moyen, l'Etat pousse les exploitants à s'assurer auprès des sociétés d'assurances mutuelles l'article 4 du décret du 22 août 1923 a prévu que le montant de cette subvention devrait être affecté par les sociétés en totalité à une réduction des cotisations à payer par les assurés visés au § 2 de l'article 1^{er} de la loi. Tous les bénéficiaires de ces réductions seront en cours d'une même année traités sur le pied d'égalité proportionnellement au montant de leur cotisation. La loi a du reste fixé deux maxima au montant de cette subvention : d'une part l'importance des crédits inscrits chaque année au budget du ministère de l'Agriculture, d'autre part la moitié des cotisations que devraient verser les petits exploitants bénéficiaires de cette subvention.

Pour assurer le succès de ces sociétés d'assurances mutuelles, et pour pousser à l'assujettissement à la loi, le législateur a prévu là un avantage très important pour les

agriculteurs. On a en vain critiqué le principe et le montant de cette subvention au cours des travaux préparatoires. Il faut remarquer toutefois que l'Etat accorde déjà des subventions, moins importantes il est vrai, aux assurances mutuelles pour les autres risques agricoles, mais c'est malgré tout un régime qui consacre une inégalité par rapport à celui de la loi de 1898 qui ne prévoit aucune subvention au profit des petits artisans.

Si l'assurance est le préalable nécessaire à l'adhésion par l'exploitant au régime du risque professionnel, elle lui est cependant étroitement attachée, aussi le décret du 29 juillet 1923, décide-t-il dans son article 3 « que les polices d'assurance souscrites en vue de l'application de l'article 4 de la loi du 15 décembre 1922, devront stipuler qu'elles ne prendront effet qu'à dater de la déclaration d'adhésion ». D'autre part, l'article 16 § 7 de la loi de 1922 a prévu que le contrat d'assurance peut être résilié à la volonté de chacune des parties tous les cinq ans à compter de la date de sa prise d'effets moyennant un préavis de 6 mois. Nous verrons quelles sont les conséquences d'une pareille résiliation sur l'assujettissement lui-même.

2° Adhésion à la législation sur les accidents du travail.

Le législateur n'a pas réglé les formalités à accomplir à cet effet, il en a laissé le soin à un décret. Il fallait ici tout particulièrement simplifier les formalités afin de rendre cette adhésion facile à réaliser. Les formalités devaient correspondre à un double but : prendre acte de la manifestation de volonté de l'exploitant et contrôler la stricte observation par ce dernier de la condition mise par la loi à cette adhésion : l'existence d'une assurance.

Le décret du 29 juillet 1923 décide donc que les exploitants visés à l'article 4 de la loi du 15 décembre 1922 qui auront contracté une assurance en vue d'adhérer à la législation sur les accidents du travail, pour eux ou pour ceux des membres de leur famille visés à l'article 1^{er} § 2 et qu'ils auront désignés ou pour leurs collaborateurs occasionnels devront faire une déclaration d'adhésion à la mairie du siège de leur principale exploitation suivant un modèle annexé au décret. Le déclarant devra en même temps présenter son contrat d'assurance. Le maire lui donnera un récépissé et mentionnera les date et heure de la réception de la déclaration d'adhésion sur le contrat. L'article 4 ajoute qu'un registre de déclarations sera ouvert par les maires et communiqué sur place, sur leur demande, à l'exploitant, aux membres de sa famille ou à ses collaborateurs occasionnels.

§ 3. — *Effets de l'adhésion*

La loi résume les effets produits par cette adhésion dans l'article 4 § 3 : « La législation sur les accidents du travail devient alors aussitôt applicable dans les conditions déterminées par la loi du 18 juillet 1907 aux membres de la famille travaillant avec eux et à leurs collaborateurs occasionnels ; eux-mêmes pourront poursuivre contre l'assureur l'allocation des indemnités fixées par la présente loi, conformément aux règles de compétence et de procédure établies par la loi du 9 avril 1898. »

Nous avons vu que le décret du 29 juillet 1923 avait réglé spécialement les formes de l'adhésion, dans cette mesure donc il exclue les dispositions de la loi du 18 juillet

1907, en application même des dispositions de la loi de 1922 (art. 4 § 2).

Mais il y a lieu de déterminer les effets de la déclaration d'adhésion et ceux qui découlent de l'assujettissement en tenant compte de la loi du 18 juillet 1907. Or d'après ce texte si l'exploitant a l'initiative de l'adhésion, les ouvriers doivent intervenir pour que celle-ci soit efficace. D'autre part si l'employeur peut, pour l'avenir, faire cesser son assujettissement à la législation sur les accidents du travail, cette manifestation de volonté n'a pas d'effet vis-à-vis des ouvriers qui ont accepté d'être soumis à cette législation.

Il faudra donc ici que l'exploitant recueille l'acceptation de ses employés. C'est là une condition à laquelle la loi ne semble pas faire allusion, mais elle résulte de la formule générale par laquelle elle déclare que la législation sur des accidents du travail devient applicable dans les conditions déterminées par la loi de 1907. On exposerait sans cela les travailleurs à se trouver placés sous le régime du risque professionnel sans y avoir consenti, cette raison vaut tout autant pour ce cas particulier qu'elle a eu d'influence lors de la discussion de la loi de 1907 pour faire rejeter l'application de plein droit du régime du risque professionnel aux ouvriers dans ce cas.

La loi ne parle pas de la renonciation de l'exploitant à l'assujettissement, mais le décret du 29 juillet 1923 dans son article 2 décide que « la résiliation du contrat d'assurance comportera cessation d'adhésion à la législation sur les accidents du travail à compter du moment où le contrat ne produira plus d'effet ». L'assurance est liée de façon étroite avec le régime de l'assujettissement dans ces

cas, et par suite la résiliation du contrat d'assurance vaut retrait d'adhésion. Toutefois, conformément à l'article 3 § 2 de la loi de 1907, il faudra décider que cette renonciation ne sera pas applicable aux employés qui auront donné leur adhésion à l'assujettissement de l'exploitant à moins qu'ils ne l'acceptent expressément.

Si c'est l'assureur qui prend l'initiative de la résiliation, comme celle-ci entraînerait le même résultat quant à l'assujettissement de l'exploitant, le décret du 29 juillet 1923 dispose que cette résiliation devra laisser à l'assuré un délai d'un mois pour contracter une nouvelle assurance (art. 3), rappelons, en outre que la loi a prévu que le contrat pourrait être résilié tous les cinq ans moyennant un avis préalable de six mois.

S'il s'agit d'un exploitant qui a adhéré pour lui-même à la législation sur les accidents du travail, il pourra en toute liberté retirer son adhésion.

Quant à l'effet de l'assujettissement, c'est, pour les intéressés l'application de la législation sur les accidents du travail, par conséquent de la loi de 1898 avec ses compléments et modifications, ainsi que de la loi du 15 décembre 1922.

Par suite, les membres de la famille de l'exploitant ainsi que les collaborateurs occasionnels auront droit au paiement des différentes indemnités et aux garanties prévues par cette législation.

Quant à l'exploitant qui a revendiqué pour lui-même le bénéfice de la loi, il ne trouve en face de lui aucune personne jouant le rôle qu'occupe le patron dans les autres cas, il est en contact direct avec l'assureur, il pourra donc poursuivre contre lui l'allocation des indemnités fixées par

la loi conformément aux règles de compétence et de procédure établis par la loi du 9 avril 1898, il jouira également des mêmes garanties prévues par ces textes.

Il faut remarquer qu'en cas de métayage, l'accord du bailleur et du métayer en vue de l'adhésion à la législation des accidents du travail sera indispensable pour qu'une répartition de la charge de la responsabilité ou des frais de l'assurance se fasse suivant les termes de l'article 6. Le métayer, en usant de sa propre initiative de la faculté d'adhésion, ne pourra faire contribuer le bailleur à la charge en résultant car il aurait aggravé la responsabilité de celui-ci sans son consentement.

On peut se demander si en organisant ainsi l'assujettissement facultatif la loi du 25 décembre 1922 n'a pas par là même privé ceux au profit de qui elle intervient du droit de pouvoir user à l'avenir de la faculté d'adhésion prévue par la loi du 18 juillet 1907. En effet le législateur veut que les agriculteurs ne soient pas soumis à la responsabilité fondée sur le risque professionnel sans qu'une mesure de prévoyance accompagne cette adhésion. Or laisser l'exploitant user de la loi de 1907, c'est lui permettre de se soumettre à cette responsabilité, c'est-à-dire aboutir à un résultat que le législateur a voulu écarter alors qu'il pouvait le consacrer dans la loi de 1922. Du reste dans l'article 3 § 2 le législateur admet que la législation sur les accidents du travail ne sera applicable dans les conditions déterminées par la loi de 1907 qu'après avoir imposé cette condition spéciale : l'assurance obligatoire. Ainsi du domaine général de la loi de 1907, est exclu dans cette mesure celui de l'agriculture, *specialia generalibus derogant*. Ce point de vue semble avoir été accepté par le décret du

29 juillet 1923, car il décide que la résiliation du contrat d'assurance comportera cessation d'adhésion à la législation sur les accidents du travail du jour où le contrat ne produira plus d'effet, c'est par la même indiquer qu'on n'admet plus une adhésion à cette législation sans assurance.

SECTION II

L'ASSUJETTISSEMENT OBLIGATOIRE

Les développements précédents vont nous permettre de définir l'assujetti obligatoire, c'est l'exploitant, chef d'une exploitation agricole, qui emploie d'une façon permanente des ouvriers étrangers à la famille agricole au sens de l'article 1^{er} § 2.

Organisant l'exploitation, profitant des bénéfices, c'est le chef de l'exploitation qui doit supporter la responsabilité des risques auxquels sont exposés ceux qu'il emploie.

Il y aura lieu d'appliquer les règles ordinaires de la législation sur les accidents du travail en ce qui concerne les personnes qui peuvent prendre le titre d'exploitant : particuliers, personnes morales, collectivités administratives.

Si le propriétaire fait valoir personnellement ses terres, c'est lui qui sera responsable des accidents, si le propriétaire n'exploite pas lui-même, c'est l'exploitant qui sera responsable vis-à-vis du travailleur agricole « si le propriétaire n'exploite pas lui-même, rappelle l'article 6, § 1, le fermier, le métayer, ou tout autre exploitant est

seul responsable des indemnités vis-à-vis des victimes d'accidents ou de leurs ayants-droit ».

La Chambre, le 6 mai 1915, avait voulu faire une situation particulière au fermier, tout au moins à celui qui était en cours de bail en faisant partager la responsabilité par le bailleur à raison de ce fait que lors du contrat le fermier n'avait pas prévu cette charge. Le Sénat a fait disparaître cette disposition, le bailleur est en effet étranger à l'exploitation, le fermier est seul responsable puisqu'il conserve pour lui seul les profits de l'exploitation.

Une situation spéciale a été faite au contraire au métayer par la loi de 1922 dans son article 6, § 2 à 4. N'ayant de rapports qu'avec le métayer, l'ouvrier ne devra agir que contre lui. Mais le poids de la responsabilité va ensuite se répartir entre le métayer et le bailleur. La charge du risque professionnel est un des éléments des frais généraux de l'exploitation, d'autre part il résulte de la loi du 18 juillet 1889 que le métayage est un bail où il existe une certaine communauté d'intérêts entre l'agriculteur et le propriétaire. Le métayer doit partager les produits de la culture avec le bailleur, et ce, en principe, par moitié aux termes de l'article 2 de la loi de 1889. La charge découlant du risque professionnel va donc indirectement être supportée pour partie par le bailleur puisqu'elle constitue une des éléments du passif de l'exploitation.

Deux situations peuvent alors se présenter suivant qu'une assurance a été ou non contractée. A défaut d'assurance, le métayer, poursuivi par la victime, fera l'avance des indemnités devenues exigibles, mais il aura une action récursoire contre le bailleur, de même que la

Caisse nationale des retraites si le métayer était insolvable « le métayer, ou en son lieu et place la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans le cas prévu par l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, décide l'article 6 § 2, a un recours contre le bailleur jusqu'à concurrence de la moitié des indemnités, nonobstant conventions contraires ». La charge de la responsabilité sera ainsi supportée par le métayer et le bailleur suivant la règle de répartition établie par le contrat, en principe par moitié.

Si une assurance a été contractée par le métayer ou par son bailleur, l'assureur est alors substitué au chef d'entreprise, le métayer ne peut donc plus être l'objet d'un recours de la part de la victime, il n'a plus d'action de ce chef contre le bailleur. Toutefois il y a lieu de répartir la charge des frais d'assurance entre les intéressés, le bailleur devra, aux termes de l'article 6 § 3 supporter la moitié au moins de la charge de la prime d'assurance.

Dans son § 4, l'article 6 écarte le partage de ces charges entre bailleur et métayer, et ce à titre de pénalité pour ce dernier. Si celui-ci, alors que le risque pour les ouvriers employés par lui avait été assuré, s'est adjoint des ouvriers supplémentaires non assurés sans que le propriétaire ait été prévenu par lettre recommandée expédiée huit jours avant par le métayer, aucun recours ne pourra plus être exercé contre le propriétaire. Le législateur a estimé que le bailleur supportant une part de responsabilité devait être mis à même de se garantir par une assurance. L'ignorance dans laquelle il est laissé, le met dans l'impossibilité d'user de cette mesure de sécurité. Il est juste que le métayer supporte seul la conséquence d'une négligence qui n'a pas permis au bailleur d'user en même

temps du droit de surveillance qu'il tient de l'article 5 de la loi de 1889.

Le plus souvent l'exploitant emploiera directement l'ouvrier qu'il a embauché, mais il se peut que l'on se trouve en présence de situations plus délicates.

L'ouvrier aura pu être prêté à un autre exploitant. Il y aura alors lieu de distinguer. L'ouvrier a-t-il traité avec le nouvel exploitant, son employeur précédent sera alors complètement dégagé. S'il a été au contraire mis à la disposition d'un autre chef d'exploitation, tout en restant lié à l'exploitant qui le prête, ce dernier continuera toujours d'être responsable.

La loi a spécialement prévu dans son article 7 une situation qui se présente fréquemment en agriculture. Il s'agit de travaux ou d'opérations agricoles entrepris en commun, comme par exemple la garde d'animaux appartenant à plusieurs exploitants. Si l'accident survient alors à une personne occupée à ces travaux, la loi établit une responsabilité solidaire entre les co-employeurs envers la victime.

Le législateur n'a pas voulu laisser le travailleur rechercher la responsabilité du propriétaire de l'animal, ni exercer des actions multiples contre les coemployeurs, si on avait vu là une obligation conjointe, car il aurait été exposé à l'insolvabilité des exploitants et aux lenteurs de la procédure. Il décide dans l'article 7 que la « responsabilité incombera solidairement aux exploitants propriétaires des animaux ou aux personnes ayant entrepris en commun les opérations ou travaux agricoles ». Il y a lieu d'examiner successivement la question d'obligation, puis celle de contribution.

Si aucune assurance n'a été contractée, la victime peut poursuivre pour le tout l'un quelconque des co-employeurs. Ce droit, conséquence de la solidarité, peut aboutir à une injustice puisque la poursuite sera de préférence dirigée contre l'exploitant solvable, mais il se justifie par l'intérêt reconnu à la situation de la victime.

Le co-employeur poursuivi doit du reste être considéré comme ayant fait une avance au profit des autres co-employeurs dans la mesure où le paiement excède sa part. Il aura donc le droit d'exercer une action recursorie contre eux en vertu des articles 1213, 1214 et 1216 du Code Civil. La détermination de la base sur laquelle se fera cette division entre co-employeurs variera. Il faudra pour cela s'en référer à la convention des parties, si elles ont prévu ce détail. Sinon on tiendra compte de la part d'intérêt de chacun des coemployeurs dans l'opération. A défaut d'autres éléments susceptibles de fournir une base de répartition, celle-ci devra s'effectuer par parts viriles. Exceptionnellement, il se pourrait que la charge de la réparation soit supportée par l'un des coemployeurs, si l'on démontrait, conformément à l'article 1216, sa faute exclusive.

Pour le recouvrement de ses avances, le coemployeur bénéficiera des garanties qui accompagnaient l'action personnelle appartenant à la victime, et ce en vertu de la subrogation légale (art. 1251 3° du Code Civil). Pour le paiement des petites indemnités il pourra donc invoquer le privilège de l'article 2106, 6°.

Pour le recouvrement des avances relatives à l'indemnité permanente, on devra admettre une autre solution. Se fondant sur l'équité, l'article 1214 § 2 décide

que la perte qui résulte pour les autres coobligés de l'insolvabilité de l'un d'entre eux se divise en proportion de la part que chacun doit supporter dans la dette. L'équité doit ici conduire à faire application de la loi de 1898. L'article 24 spécifie que c'est le fonds de garantie qui doit supporter l'insolvabilité du débiteur de l'indemnité permanente. La solidarité ayant permis à l'accidenté d'obtenir rapidement réparation, son action ultérieure devient sans objet, la loi de 1898 doit reprendre son empire.

Si l'ensemble du risque a été assuré par un des coexploitants ou par un tiers, une commune par exemple, la victime n'aura d'action que contre l'assureur. L'article 7 § 2 dispose que celui qui a payé les primes a un recours contre les coexploitants, qui ne restent plus alors tenus solidairement que vis-à-vis de lui et jusqu'à concurrence du montant des primes.

Sauf ces dispositions particulières les exploitants assujettis obligatoires seront soumis aux règles prévues par la législation sur les accidents du travail.

CHAPITRE IV

LES PERSONNES PROTEGEES

Deux conceptions peuvent se présenter quand on envisage cet aspect du problème. S'arrêtant au caractère même de l'accident, qui est un risque de la profession, on pourrait en déduire que tous ceux qui travaillent dans une exploitation, puisqu'ils se trouvent exposés à ce risque doivent par là même avoir droit à une indemnité en cas d'accident. Le fait de travailler dans une exploitation fonderait donc le droit à protection. Peu importerait, par conséquent l'existence ou la validité du lien juridique rattachant le chef d'entreprise au travailleur. C'est ce système qui a été tout particulièrement consacré par le législateur dans la loi du 30 juin 1899 sur les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés. Elle s'applique à toutes les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service des moteurs ou machines, non pas seulement donc aux ouvriers, mais encore aux enfants, à la femme de l'agriculteur, ainsi qu'aux voisins qui sont venus donner un coup de main.

C'était là un précédent d'autant plus important que

le texte était intervenu en matière agricole. Cependant la loi du 15 décembre 1922 n'a pas adopté cette conception. Elle a purement suivi le système consacré par la loi de 1898 d'après lequel l'existence d'un contrat est la condition de l'application de la législation sur les accidents du travail.

Ce point de vue est cependant discuté (1). Le contrat de louage de service, dit-on, est un contrat à titre onéreux, or la loi s'applique à des cas où le travailleur n'est pas salarié, donc le contrat de travail n'est pas l'élément qui détermine l'application de la loi. Cela se présente nettement lorsqu'il s'agit de l'exploitant non salarié qui s'assujettit à la loi pour sa propre protection. Enfin les mêmes raisons qui ont fait adopter en 1889 cette solution large excluant la nécessité d'un contrat de travail se retrouvent ici puisque nous sommes en matière agricole et doivent par suite conduire à la même conséquence.

Cette doctrine ne doit pas être admise, nous semble-t-il, car la loi de 1922 a accepté ici les principes posés par la loi de 1898, cela résulte de la référence générale à la législation sur les accidents du travail qu'elle contient, ainsi que des termes qu'elle emploie pour désigner les personnes protégées d'une façon générale : ouvriers, employés, domestiques, qui ne peuvent désigner que des personnes unies avec le chef d'entreprise par un contrat de louage de service. Dans certains cas, le salaire ne sera peut-être pas versé, on peut alors admettre que l'ouvrier en abandonne le montant à titre de libéralité, ce sera le

(1) Tournier. *Dalloz period.* 1923. 4. 313. Dans notre sens *Instruction ministérielle* du 28 sept. 1923.

cas notamment quand les deux parties contractantes sont unies par un lien de parenté (2). Quant au cas de l'exploitant assujetti pour lui-même à la loi, nous avons vu qu'il s'agissait là d'une mesure de pure prévoyance se reflétant dans les modalités d'un contrat d'assurance. L'argument tiré de la loi de 1889 ne porte pas puisque dans le cas où l'article 16 § 6 de la loi de 1922 substitue ce texte à la loi de 1899 pour fixer la situation des agriculteurs, on a déclaré le faire pour ne pas les laisser « sous l'empire de deux législations qui ne sont pas concordantes en ce qui concerne les responsabilités et le calcul des salaires (3) ».

Ainsi pour que la loi du 15 décembre 1922 puisse s'appliquer il faut que la victime de l'accident soit unie à l'employeur par un contrat de travail, elle laisse au contraire dans le domaine du droit commun de la responsabilité des articles 1382 et suivants du Code Civil, un certain nombre de situations où l'on ne rencontre pas cet élément contractuel. Nous aurons donc à examiner d'abord quels sont les travailleurs protégés par la loi, pour envisager ensuite les cas les plus fréquents en agriculture où les articles 1382 et suivants s'appliqueront seuls.

SECTION I

PERSONNES PROTÉGÉES PAR LA LOI

La législation sur les accidents du travail est appli-

(2) Sachet. *Traité des Accidents du travail*. I. n^{os} 173 et 216.

(3) Déclarations du rapporteur au Sénat. 7 déc. 1920. *J. O.*, p. 1864.

cable déclare l'article 1^{er} de la loi de 1922, aux ouvriers, aux employés et aux domestiques autres que ceux exclusivement attachés à la personne. Par ouvriers, on entend ceux qui sont affectés à une tâche manuelle, par employés on vise ceux qui sont chargés d'un travail de bureau, de vente, de surveillance, ce qui sera fréquent dans les grandes exploitations ou dans les entreprises annexes. Enfin on a étendu le bénéfice de la loi aux domestiques non exclusivement attachés à la personne, c'est-à-dire à ceux qui ont des occupations mixtes rendant au fermier des services personnels mais étant aussi employés fréquemment à la ferme. Quant aux domestiques, exclusivement attachés à la personne, ils sont protégés par la loi du 2 août 1923.

Ainsi bénéficient en principe de la loi tous ceux qui peuvent invoquer un contrat de travail ou d'apprentissage les liant à l'exploitant. Nous avons même vu que dans le cas de l'ouvrier employé par un particulier pour l'entretien de son jardin la seule existence du contrat de travail suffira pour protéger le travailleur (art. 2 de la loi). On sait que ce contrat de travail se caractérise par la subordination de l'ouvrier vis-à-vis du patron. La jurisprudence exige du reste que ce contrat soit valable pour permettre à la victime de réclamer une indemnité. Comme il s'agit d'un contrat à titre onéreux les parties doivent être tombées d'accord sur l'importance et le caractère de la rémunération, peu importe comment elle se réalisera en fait. Les parties pourront du reste, tout en restant protégées, accepter de faire remise du salaire, cette renonciation pourra se présenter entre membres de la même famille. Rappelons que cette protection subsistera

si l'ouvrier embauché pour un travail visé par la loi se trouve occasionnellement affecté par le même exploitant à une autre occupation non visée par la législation des accidents du travail. L'existence du contrat permettra, en cas de prêt de main-d'œuvre de fixer quel est le patron débiteur et quelle est la loi en vertu de laquelle l'ouvrier est protégé.

Enfin le travailleur est protégé quel que soit son âge, sa qualité, ou sa nationalité. Mais ici quelques difficultés se présentent nécessitant un examen plus approfondi.

Age. — L'article 1^{er} du livre II du Code du travail spécifie que les enfants ne peuvent être admis au travail dans les établissements industriels avant l'âge de treize ans, ou de douze ans dans des conditions exceptionnelles. L'inobservation de ces prescriptions, ayant un caractère d'ordre public, est sanctionnée par la nullité radicale du contrat; la jurisprudence en tire cette conséquence rigoureuse que si l'enfant dans ce cas a été victime d'un accident du travail, la loi de 1898 ne doit pas s'appliquer.

Cette exigence et cette sanction ne sont pas applicables en notre matière, d'une part la règle relative à l'âge légal ne vise pas l'agriculture, d'autre part aucun texte de la loi de 1922 ne précise à partir de quel âge l'enfant pourra bénéficier de cette législation, aucune limite n'est donc apportée ici à l'application de la loi de 1922.

Qualité. — Comme nous l'avons vu la loi fait ici une application très générale, elle vise tout aussi bien les ouvriers que les employés. Elle s'applique aussi aux membres de la famille de l'exploitant. Toutefois, cette solu-

tion exacte en cas d'assujettissement obligatoire doit subir une restriction en cas d'assujettissement facultatif en ce qui concerne ceux qui, aux yeux de la loi, constituent la famille agricole et dont l'énumération est contenue dans l'article 1^{er} § 2. Tous ceux qui ne sont pas visés par ce texte sont assimilés aux autres ouvriers.

Alors même que l'on se trouverait en présence d'une main-d'œuvre non libre, il pourra cependant arriver que celui qui l'emploie soit responsable en vertu du risque professionnel par ce que l'on trouvera l'élément contractuel nécessaire.

L'obligation d'être, en dehors de leur service, à la disposition de l'autorité militaire, ne met pas obstacle à ce que des militaires utilisent leurs loisirs réglementaires à des travaux rémunérateurs. Un militaire pourra dans ces conditions conclure un contrat de travail avec un exploitant assujéti et être protégé par la législation sur les accidents du travail (4). La jurisprudence a même admis qu'il y avait louage de service et, par suite, que la loi de 1898 était applicable au cas d'accident du travail, quand un militaire était mis par l'autorité supérieure à la disposition d'un entrepreneur qui l'a accepté (5).

Le même régime aurait à s'étendre à la main-d'œuvre assistée.

La statistique nous a montré qu'en France, il y avait un nombre important de petits propriétaires ou fermiers qui louent leur travail à certaines époques de l'année. Ces salariés intermittents en s'engageant au service d'un autre

(4) Civ. 7 mai 1923. *Gaz. Trib.* 1923, 1, 180.

(5) Req. 20 déc. 1920. *D.* 1921, 1, 101.

exploitant assujetti, profiteront de la protection établie par la loi du 15 décembre 1922. Mais la loi apporte une exception dans son article 2, l'assimilation aux ouvriers agricoles ne s'étend pas aux petits patrons qui sont occupés par des entrepreneurs ou des particuliers, à l'entretien et à la mise en état des jardins.

Ajoutons enfin que l'exploitant, en tant que patron cette fois, pourra rentrer dans la catégorie des personnes protégées s'il use de la faculté d'assujettissement prévue par l'article 4. Il s'agit ici d'une faveur sans que la notion de contrat de travail ait à intervenir.

Nationalité. — Comme la législation sur les accidents du travail a un caractère d'ordre public, elle s'applique à tous ceux qui travaillent en France sans distinction de nationalité. Toutefois l'article 3 de la loi de 1898 a apporté quelques restrictions en ce qui concerne l'ouvrier étranger. Certes, même s'il réside ou se fait soigner à l'étranger, il a le droit d'obtenir les indemnités correspondant aux frais médicaux, pharmaceutiques, et au demi-salaire.

Mais il n'en est plus de même pour les rentes dues à la victime ou à ses représentants étrangers. Si l'ouvrier étranger, atteint d'incapacité permanente, a droit en principe à une rente, dès qu'il cesse de résider en France, on lui accorde pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui lui avait été allouée. C'est une restriction qui repose sur un motif d'ordre national et économique : on ne peut imposer à l'employeur français la charge de payer une indemnité pour un étranger qui ne réside plus en France et ne participe plus à l'activité économique du pays. Le même régime est applicable aux

ayants-cause de l'étranger quand ils résident en France au moment de l'accident qui entraîne la mort de leur auteur, sinon ils n'ont droit à aucune indemnité. :

En principe, c'est ce régime qui est applicable aux ouvriers agricoles étrangers. Mais la loi a cependant sur un point aggravé leur situation ; l'article 10 dispose « par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, les ouvriers étrangers victimes d'accidents, qui ne résideraient pas ou cesseraient de résider sur le territoire français, ne recevront pas d'indemnité journalière ».

Ainsi, dans le régime de la loi de 1922, l'absence de résidence sur le territoire français ou la cessation de celle-ci entraîne pour l'ouvrier étranger non pas seulement la perte du droit à la rente viagère, mais encore celle de l'indemnité journalière, et pour cette dernière sans compensation. On a justifié cette solution rigoureuse par un motif d'ordre technique et matériel : la difficulté d'exercer un contrôle médical sur les indemnitaires ne résidant plus en France et l'impossibilité de vérifier le moment où le paiement d'indemnité journalière devrait cesser. C'est ce motif qu'on a fait valoir au cours des travaux préparatoires, on ajoutait « cette disposition n'existe pas dans la loi du 9 avril 1898 et si l'on peut être porté à voir là une lacune de cette loi, il convient d'observer, semble-t-il, qu'elle n'a pas de conséquences graves pour l'industrie où le personnel étranger lui-même a une fixité qu'on ne saurait reconnaître aux ouvriers étrangers occupés en grand nombre dans l'agriculture à l'époque des moissons et qui, la saison finie, retournent dans leur pays

d'origine (6) ». Par cette disposition, on atteint en particulier les ouvriers étrangers qui sont établis au voisinage de la frontière et viennent travailler en France, rentrant le soir chez eux. On aurait pu soumettre cette catégorie d'ouvriers à une visite médicale dans les conditions prévues par l'article 1 § 5 de la loi de 1898. Par contre, un contrôle médical aurait été plus difficile à établir pour ceux qui auraient cessé de résider sur le territoire français après leur accident.

Il est à remarquer que cet article 10 constitue une disposition exceptionnelle, ainsi que cela ressort de sa rédaction. Or, il n'y est fait allusion qu'à l'indemnité journalière, c'est-à-dire l'indemnité de demi-salaire. Il en résulterait donc que les indemnités correspondant aux frais funéraires, aux frais médicaux et pharmaceutiques doivent être versées. Cependant pour ces deux dernières catégories de frais, les raisons invoquées à l'égard de l'indemnité journalière leur sont applicables. La restriction prévue par la loi aurait donc dû être plus générale quant aux indemnités sur lesquelles elle portait. D'autre part, si l'on tient compte du motif uniquement invoqué pour justifier cette disposition, on doit en déduire que dès lors qu'au cours de la période d'incapacité temporaire, l'ouvrier étranger reviendra en France, cet article cessera de s'appliquer puisqu'on pourra parfaitement contrôler l'état de santé du travailleur victime de l'accident. On sait que la jurisprudence donne une solution contraire en matière d'indemnité pour incapacité permanente (7).

(6) Chambre. Annexe 3.088, *J. O.*, p. 460.

(7) Civ. 18 nov. 1908. *S.* 1912, 1, 25.

Le champ d'application de la loi devrait être aussi plus général quant aux intéressés, car le motif que l'on a donné pour les ouvriers agricoles, peut, quoiqu'on en ait dit, valoir tout autant à l'égard des ouvriers de l'industrie ou du commerce. Cependant, malgré la généralité apparente de l'article 10, le législateur a voulu limiter son intervention à l'agriculture.

Il s'agit donc ici d'une disposition rigoureuse, mais son effet se trouve atténué par la réserve finale qu'elle contient. Ce régime est applicable sauf clauses contraires des traités prévus par l'article 3 de la loi de 1898. Cette réserve est importante parce que, en fait, elle s'appliquera au plus grand nombre d'ouvriers étrangers travaillant en France. Pour ces cas, il y aura une assimilation aux ouvriers français, les traités stipulant une réciprocité absolue. Bénéficieront donc de ce régime de faveur : les ouvriers italiens (art. 1^{er} traité du 15 avril 1904. — Arrang. de 1906 et art. 8 traité du 30 sept. 1919), belges (art. 1^{er} traité du 21 février 1906), luxembourgeois (art. 1^{er} traité du 27 juin 1906), anglais (art. 1^{er} traité du 3 juillet 1909), de la République de Saint-Marin (art. 1^{er} Conv. 9 avril 1917), polonais (art. 3 Conv. 7 sept. 1919 et art. 2 Conv. 14 oct. 1923), tchéco-slovaques (art. 3 Conv. 20 mars 1920). Il faut remarquer que certains de ces traités, notamment avec la Belgique et le Luxembourg, contiennent une réserve en vertu de laquelle ne jouiront pas du bénéfice de l'assimilation les personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est

survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat (8).

SECTION II

PERSONNES NON PROTÉGÉES

Pour que le régime du risque professionnel s'applique, il faut que les parties soient liées par un contrat. Or, des situations peuvent se présenter où on ne rencontrera pas de contrat de travail. Dans certains cas, il s'agira de personnes qui ne peuvent pas disposer complètement de leur activité et qui, sans aucune manifestation de volonté de leur part, se trouvent être affectées à un travail agricole ; c'est ce qui se produit quand il s'agit de la main-d'œuvre non libre. Dans d'autres cas, le travail agricole provoque l'intervention de concours purement accidentels qui ne donnent lieu à aucune manifestation décisive de volonté ; c'est l'entr'aide si fréquente dans nos campagnes. Enfin le législateur a maintenu sous le régime de la responsabilité traditionnelle certains membres de la famille de l'exploitant.

§ 1^{er}. *La main-d'œuvre non libre.*

Nous avons vu précédemment dans quels cas on pou-

(8) Pour les ouvriers originaires de nos pays de protectorat : loi du 21 mars 1921 pour les Tunisiens, mais elle n'écarte que les ali. 16, 17 et 18 de l'art. 3 de la loi de 1898. — Pour les Marocains, projet de loi. Chambre. D. P. 1923. Annexe 6.072. p. 911. (Même rédaction que la loi du 21 mars 1921).

vaît admettre que des militaires peuvent être liés par un contrat de travail avec l'exploitant. A l'inverse, aucun contrat ne les liera, et par suite, ils ne pourront bénéficier du risque professionnel si l'intérêt général exigeant qu'ils participent aux travaux agricoles, ils sont affectés à ceux-ci par l'autorité supérieure. S'ils sont victimes d'un accident, ils devront se retourner contre l'Etat en invoquant la législation sur les pensions militaires. Si l'accident était dû à la faute de l'exploitant, sa responsabilité serait engagée vis-à-vis de l'Etat.

Quant aux condamnés purgeant une peine de prison, ils ne peuvent pas invoquer le risque professionnel à l'occasion d'accidents dont ils seraient victimes au cours de travaux pénitentiaires qu'ils devraient exécuter.

§ 2. *L'entraide.*

Très fréquemment à la campagne, des collaborations se produisent sans permettre cependant d'appliquer la notion d'accident du travail. Elles sont le fait soit du passant qui vient assister l'exploitant en cas d'urgence, soit d'autres exploitants qui mettent leur activité à la disposition d'un chef d'exploitation qui leur a réclamé ce service ou tout au moins l'a accepté dans des conditions plus ou moins précises.

A) *Le concours spontané.*

Cette première forme de collaboration est toute accidentelle ; c'est le concours spontané qui s'offre au cultivateur dans un moment où une intervention étrangère

peut être utile, plus souvent dans la pensée de ce collaborateur improvisé, que dans la réalité. C'est le passant qui aide à retirer de l'ornière l'attelage embourbé. Deux considérations, l'une juridique, l'autre pratique, viennent s'opposer à l'application dans ce cas de la loi de 1922.

Tout d'abord, en effet, aucun lien de droit n'a existé entre les intéressés, le risque a été créé en dehors de la volonté de l'exploitant. Non seulement aucune entente, même tacite, ne s'est produite entre les intéressés, mais même souvent cette assistance s'est imposée à l'exploitant sans qu'il ait pu la prévenir ou la refuser.

Cette solution s'harmonise bien du reste avec les nécessités pratiques de la vie rurale. Sous le coup d'un danger nécessitant un secours rapide, le cultivateur se verrait imposer ainsi la charge d'un risque résultant d'une intervention qui n'a pas été sollicitée et qui fréquemment se termine par un accident dû à l'inexpérience d'un collaborateur improvisé. D'un autre côté, si on établissait cette responsabilité, l'exploitant appréhendant une lourde responsabilité, refuserait même au prix d'un dommage certain, cette collaboration qui puise sa source dans un dévouement si fréquemment apprécié dans l'agriculture.

B) *L'aide mutuelle.*

Il s'agit ici non plus d'une collaboration due au hasard, mais au contraire d'une intervention acceptée, et souvent même périodiquement recherchée par le chef d'entreprise. Ce dernier fait appel au concours d'autres exploitants afin qu'ils se mettent à sa disposition pour

exécuter une tâche urgente ou nécessitant à certaines époques de l'année une main-d'œuvre plus importante. Ceux-ci ne reçoivent aucun salaire, mais l'exploitant qui bénéficie de leur intervention ne l'obtient qu'à charge de leur rendre à son tour un service équivalent. La question se pose alors de savoir si dans le cas de ce concours traditionnel et mutuel, ces travailleurs bénévoles bénéficient de la protection établie par la loi de 1922 pour les ouvriers salariés.

Cette difficulté ne peut exister quand il s'agit d'un petit exploitant visé par l'article 1^{er} § 2, qui est seulement un assujetti facultatif. La collaboration dont il va profiter fait de son auteur un collaborateur occasionnel dont par suite l'intervention ne peut modifier la situation juridique du chef d'entreprise. Il faut donc pour que le problème se pose que le bénéficiaire de la collaboration se trouve être un exploitant assujetti à la loi.

Analysant alors la condition de ces collaborateurs, certains ont estimé qu'elle présentait une grande analogie avec la situation des travailleurs bénéficiant du risque professionnel et, par suite, justifiait un traitement identique.

En effet, la différence qui semble distinguer ces collaborateurs des ouvriers proprement dits, c'est l'absence de salaire. Or, c'est là pure apparence, dit-on, car le désintéressement ne guide pas ou peu ces exploitants, c'est bien plutôt la pensée que l'aide qu'ils apportent les autorisera à réclamer un service réciproque de ceux qui en ont précédemment bénéficié. Ce concours est donc prêté à charge de revanche, et la rémunération se réalise par l'échange même des services. La loi considérant le salaire

en nature comme l'équivalent du salaire en argent, aucune raison ne s'oppose à pousser l'assimilation plus loin en l'étendant au salaire par échange de services espérés ou promis.

Il y a donc ici une véritable rémunération et si elle ne trouve pas sa source dans un contrat formel, elle se base tout au moins sur une entente dont l'usage est non seulement passé dans les mœurs rurales, mais a déjà trouvé un accueil favorable de la part du législateur dans la loi du 30 juin 1899. A ce titre, il apparaît donc juste d'étendre la protection de la loi à ces collaborateurs non salariés, quel que soit le concours qu'ils apportent.

Cette extension se comprendrait d'autant mieux qu'il s'agit ici de catégories intéressantes de travailleurs ; on se trouvera le plus souvent en présence de petits exploitants qui méritent autant que les ouvriers de bénéficier de cette protection.

N'aboutirait-on pas sans cela à une situation choquante ? Les ouvriers employés par l'exploitant seront assurés, lui-même aura pu à son profit user de la faculté prévue par l'article 4 § 2 et se placer sous le régime de la loi en contractant une assurance. Si donc un accident se produit, ouvriers et exploitant seront garantis alors que ces collaborateurs exposés au même danger et fournissant un travail identique ne jouiront pas de cet avantage.

Ces diverses considérations n'avaient pas été sans influencer le gouvernement qui, au début, avait admis la responsabilité de l'exploitant à l'occasion des accidents dont pouvaient être victimes ceux qui l'aidaient à accomplir son travail.

Cette solution semble devoir être écartée, car on ne

trouve pas ici la raison essentielle sur laquelle on pourrait fonder l'extension du risque professionnel. Si, en effet, on envisage le rapport qui s'établit entre les intéressés, il apparaît tout de suite qu'aucun contrat de travail n'existe entre eux. On ne trouve pas les caractères distinctifs de ce contrat, notamment cette dépendance des employés vis-à-vis de l'employeur n'existe pas, il y a ici non pas rapport de subordination, mais rapport de collaboration. Indépendants les uns vis-à-vis des autres avant d'accomplir cet acte de solidarité, ils le restent encore quand ils exécutent cette tâche sans avoir la volonté de se soumettre aux ordres de celui qui bénéficie de leur collaboration. Il s'agit d'un acte de complaisance auquel on ne peut attribuer le caractère d'un contrat de travail, c'est un échange de bons procédés.

Si le législateur a admis une solution particulière dans la loi du 30 juin 1899, c'est parce que la situation de l'exploitant de moteur se présentait bien différente de celle du cultivateur. « Dans le cas de battage à l'aide d'un moteur mécanique, il était possible de protéger tous les travailleurs, même bénévoles, sans augmenter la charge de l'exploitant. En effet, le propriétaire du moteur, qu'il soit un industriel ou un grand cultivateur, ne manque pas de signer une police d'assurance, et le coût de cette police n'est pas sensiblement modifié par le fait qu'elle couvre seulement les ouvriers salariés ou tous ceux qui travaillent autour de la machine. Mais il en est tout autrement pour les travaux ordinaires des champs. C'est le petit propriétaire, le petit exploitant, qui recourt à l'aide de ses voisins parce qu'il n'a pas de quoi payer des ouvriers salariés, et, pour ce concours exceptionnel, il est

bien évident qu'il ne contractera pas une assurance contre les accidents (9) ».

Ainsi l'exploitant se trouverait dans une situation très délicate. Si, très prévoyant, il s'est assuré contre le risque supplémentaire qui résulte de cette collaboration, il augmente par là-même les frais généraux de son entreprise. À l'inverse, a-t-il limité la protection de l'assurance au personnel qu'il emploie habituellement, il aura alors à supporter les conséquences souvent très onéreuses des accidents survenus à ces travailleurs bénévoles. C'est là un résultat fâcheux qui conduirait les exploitants à se passer de ces concours précieux, souvent même indispensables, mais qui les exposerait peut-être à de très lourdes charges. On bouleverserait ainsi les habitudes rurales, car le coup de main donné par le voisin au voisin, à charge de revanche, est de tradition.

C'est finalement ce point de vue qui a triomphé, puisqu'aucun texte ne vient formellement consacrer une solution qu'on avait voulu introduire au cours des débats. Il faut donc s'en référer aux principes généraux et n'admettre l'application du risque professionnel qu'à l'égard de ceux qui sont liés à l'exploitant par un contrat de travail.

Cette conception trouvera une application importante dans le cas où précédemment la loi du 30 juin 1899 était applicable. Si l'exploitant remplit les conditions exigées par l'article 16 § 6, il ne pourra pas être rendu responsable, sur la base du risque professionnel, des accidents survenus aux personnes qui lui auraient apporté

(9) Capitant, *op. cit.*, p. 49.

leur collaboration dès lors qu'elles ne pourraient pas invoquer un contrat de travail, car la loi de 1922 est substituée de façon absolue à celle du 30 juin 1899, elle doit donc s'appliquer à l'occasion de cette hypothèse particulière dans la seule mesure où elle pourrait jouer en général, et par suite ne pas s'étendre aux travailleurs bénévoles. Il en serait autrement dans le cas où une des conditions exigées par l'article 16 § 6 manquerait (10).

C) *Membres de la famille.*

Nous avons vu que dans l'article 1^{er} § 2, la loi de 1922 laissait en dehors du régime du risque professionnel certains membres de la famille de l'exploitant. Trois conditions doivent être remplies pour que cette exception puisse s'appliquer :

1° Il faut qu'il s'agisse d'une exploitation employant des membres de la famille rentrant dans l'énumération limitative de l'article 1^{er} § 2. La loi nous fournit là une notion assez étroite de la famille agricole ; elle s'étend aux « ascendants, descendants, conjoint, frères, sœurs ou alliés au même degré. » Il ne semble pas qu'il y ait à distinguer entre les parents légitimes, naturels ou adoptifs le cas échéant.

2° Il faut qu'aucune collaboration permanente d'une main-d'œuvre étrangère, composée de personnes tierces ou appartenant à la famille à un degré non visé par la loi, n'intervienne dans l'exploitation. Une collaboration pure-

(10) Conf. sur ce point les déclarations du rapporteur au Sénat, 7 déc. 1920. J. O., p. 1865.

ment occasionnelle ne pourrait au contraire modifier le caractère de cette exploitation familiale.

3° Cette situation cesserait, dès lors que l'exploitant aurait usé de la faculté d'adhérer à la législation sur les accidents du travail dans les conditions fixées par l'article 4 de la loi.



CONCLUSION

L'agriculture occupait en France, déjà avant la guerre, une place importante, elle a été plus encore remarquée pendant et depuis les hostilités à raison des services précieux qu'elle a rendus. Aussi cherche-t-on à la développer, non seulement par des perfectionnements purement techniques, mais encore par d'heureuses interventions législatives.

Dans le domaine de la propriété rurale, la loi du 27 novembre 1918, par exemple, a facilité les opérations de remembrement. Par la loi du 15 décembre 1922, le législateur a cherché à améliorer la situation du personnel agricole. Il faut remarquer que c'est surtout en matière d'accidents du travail que la législation sociale peut trouver place dans l'agriculture, car « il n'est pas aisé de faire de la réglementation législative en matière de travail agricole, et d'une façon générale il faut tenir pour un problème très délicat l'extension de la protection légale au personnel de l'agriculture (1). »

On a souvent noté la force d'expansion en quelque sorte infinie inhérente au risque professionnel ; depuis la guerre, ce caractère s'est affirmé avec plus d'intensité

(1) H. et J. Hitier : Les problèmes actuels de l'agriculture, p. 79.

encore. La loi du 9 avril 1898, texte fondamental en cette matière, a été l'objet de nombreux emprunts : s'agit-il de ses modalités d'application, elle va inspirer certaines des dispositions de la loi du 31 mars 1919 sur le régime des pensions militaires ; s'agit-il du principe qu'elle consacre, la loi du 15 décembre 1922, à côté d'autres, vient en étendre le champ d'application.

C'était en matière agricole une loi nécessaire, car il était aussi utile qu'équitable de voir le régime du risque professionnel s'appliquer à ces exploitations. Mais ici on ne se trouve pas en présence d'une extension pure et simple d'une loi, il y a eu une adaptation très délicate à effectuer. Le risque professionnel avait trouvé ses premières applications dans des domaines d'activités très développées et bien adaptées pour le recevoir. Il était plus difficile de l'introduire dans l'agriculture qui a conservé chez nous un certain caractère traditionnel. Ce genre de production moins évolué que les autres devait exiger une modification des règles admises antérieurement pour l'industrie ou le commerce, le milieu social différent devait encore accentuer la nécessité de cette adaptation.

Si des considérations économiques et sociales ont eu une grande influence sur l'élaboration de cette loi, celle-ci à son tour peut avoir d'heureux effets à ces mêmes points de vue. Les travailleurs agricoles n'auront pas cette crainte qu'en cas d'accident aucune indemnité ne puisse leur être accordée parce qu'ils ne pourraient faire la preuve d'une faute de l'employeur ; ils trouveront ainsi une plus grande sécurité dans le travail.

D'autre part, on rappelle fréquemment que l'agriculture manque de main-d'œuvre. Or, les ouvriers agri-

coles vont jouir d'un régime équivalent à celui qui existe au profit des salariés du commerce et de l'industrie, en ce qui concerne la réparation des accidents du travail, de sorte qu'ils n'auront plus intérêt à aller chercher à la ville un emploi qui jusqu'alors leur réservait seul cette garantie (2). Certes, ceux qui abandonnent la terre pour aller à la ville y sont surtout attirés par la perspective de salaires plus élevés et d'une existence plus attrayante (3). Cependant par la plus grande sécurité qu'elle réalise dans le travail agricole, la loi du 15 décembre 1922 constituera un élément susceptible d'atténuer les charmes du mirage des villes.

Cette protection aura encore un autre effet : elle facilitera le recrutement de la main-d'œuvre en décidant la main-d'œuvre étrangère à venir en France participer aux travaux agricoles. La plupart des étrangers qui s'embauchent dans notre pays sont ceux qui peuvent invoquer un traité, ils profiteront donc de tous les avantages dont bénéficient les ouvriers français.

Est-ce à dire que l'œuvre législative soit parfaite ? Certes, elle a été très longtemps sur le chantier, et en l'élaborant on a fait appel aux avis des spécialistes et des intéressés ; cependant, sur les points que nous avons envisagés, on peut faire quelques observations.

(2) Une considération de cette nature pourrait se retourner contre le système de l'assujettissement facultatif, l'unité de la famille agricole notamment serait atteinte, ses membres allant chercher du travail là où ils bénéficieraient du régime du risque professionnel.

(3) Cet exode continue toujours. En 1911, la proportion de la population rurale par rapport à la population urbaine était de 55,8 ; en 1921, elle est tombée à 53,6.

Le législateur a accepté purement et simplement la notion d'accident du travail telle qu'elle se présente dans la loi de 1898, sans tenir compte de l'extension qui avait été apportée dans ce domaine par la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles. Or, nous avons eu l'occasion de voir qu'il y a dès aujourd'hui des cas dans lesquels on concevrait l'extension de la réparation alors que l'on est en présence d'une véritable maladie professionnelle.

Tenant compte de la situation économique des exploitants, le législateur a voulu adapter le régime nouveau qu'il établissait aux ressources de ces agriculteurs en distinguant l'assujettissement obligatoire et l'assujettissement facultatif. On peut se demander quel sera l'avenir de cette innovation. Il faut tout d'abord remarquer que le nombre des petits exploitants, donc des assujettis facultatifs, est très considérable en France, et a tendance à augmenter. En facilitant l'accession de la propriété à de nouveaux éléments, notamment par le crédit agricole, le législateur contribue au développement de cette petite propriété, considérée par certains comme le type idéal à généraliser (4).

Or, nous avons vu qu'on pouvait rapprocher le régime de l'assujettissement facultatif de celui consacré par la loi du 18 juillet 1907. La question se pose alors de savoir si l'assimilation que l'on peut établir entre eux doit aboutir à prévoir le même résultat pour la loi de 1922, que celui, caractérisé par un sérieux échec, qu'on observe

(4) Nota^t Boret : Pour et par la terre. — Caziot : La terre à la famille paysanne.

pour la loi de 1907. Déjà pour expliquer l'insuccès de la loi de 1907, on remarquait que « en ce qui concerne les domestiques et l'immense majorité des ouvriers agricoles, nul doute que leur inaptitude à exercer une action collective n'explique pour une large part l'indifférence qu'ils ont observée jusqu'ici à l'égard de l'assujettissement conventionnel au risque professionnel (5) ». Il semble que cette observation pourrait garder encore une partie de sa force à l'égard d'un certain nombre d'ouvriers agricoles. Quant aux employeurs, tout en ne se rendant pas toujours compte de l'avantage résultant pour eux de l'indemnisation forfaitaire établie par la loi de 1898, ils peuvent hésiter à s'y soumettre à raison des frais qui résultent pour eux de l'assurance. Il est vrai qu'ici le législateur a amélioré leur situation par un régime de subvention et par un système d'assurance économique ; les sociétés d'assurances mutuelles qui sont plus en contact avec les intéressés pourront obtenir peut-être des résultats importants.

Cette comparaison avec la loi de 1907 quant aux résultats, amène à envisager un autre aspect de cette question. Par l'assujettissement facultatif, ne crée-t-on pas une situation qui, comme dans la loi de 1907, serait une préface à l'extension de l'assujettissement obligatoire ? A ce point de vue, on peut signaler l'évolution qui s'est produite dans la législation anglaise. Alors que la loi du 30 juillet 1900, en étendant le régime du risque professionnel à l'agriculture, avait eu soin de faire une distinction entre les petits exploitants travaillant ordinairement

(5) Cabouat : De l'extension du risque professionnel. I. p. 126.

seuls et les autres pour n'assujettir que ces derniers, depuis lors, une loi du 21 décembre 1906 a soumis toutes les exploitations agricoles sans distinction, à la législation sur les accidents du travail.

Au cours de la discussion de la loi de 1922, on a paru escompter (6) une semblable transformation. Cependant, il ne semble pas que pour l'instant on puisse prévoir en France une pareille évolution. Cela ne serait possible que si cette distinction entre les deux catégories d'assujettis avait été exclusivement admise pour faire accepter le principe de l'extension du risque professionnel à l'agriculture. Or, si le législateur a adopté cette solution, c'est parce qu'il a estimé qu'il ne pouvait pas imposer une aussi lourde charge aux petits exploitants. Seule, par conséquent, une transformation dans la situation économique de ces petits exploitants permettrait d'envisager une réforme analogue à celle réalisée en Angleterre, à moins d'admettre que l'Etat, pour obtenir ce résultat, ne participe plus largement encore à la charge qu'il ferait peser sur ces exploitants.

Si dans l'état actuel, en ce qui concerne les assujettis facultatifs, la loi de 1922 cherche à satisfaire aux exigences de la situation présente des intéressés, elle peut cependant prêter à la critique, en ce qui concerne la subvention, accordée par l'Etat, qu'elle prévoit. Car mettre à la charge de la collectivité cette participation importante au paiement de la cotisation d'assurance, c'est dans la même mesure décharger l'employeur d'une partie de la

(6) Nota^t : Déclarations du président de la Commission de prévoyance. Chambre 6 mai 1915. *J. O.*, p. 595. — On aboutirait alors à l'assujettissement et à l'assurance obligatoires.

responsabilité des accidents du travail survenus à ses ouvriers. On contredit ainsi, par cette subvention aux assurances mutuelles, le principe du risque professionnel en vertu duquel la responsabilité des accidents du travail est mise à la charge de l'employeur.

D'autre part, depuis longtemps, on a observé que le régime de l'assurance pousse certains exploitants à la négligence, à tel point que certaines mutuelles ont préféré accorder aux chefs d'ateliers une prime toutes les fois qu'elles ont pu constater les efforts faits par eux pour réaliser le maximum de prévention. Ici les exploitants bénéficiaires de la subvention seront d'autant moins poussés à prendre ces mesures préventives qu'ils seront encore moins intéressés dans le paiement des cotisations pour l'assurance.

Cette question de la prévention des accidents du travail se pose d'une manière générale dans l'agriculture (7), car on a remarqué que dans les pays où on avait établi le régime du risque professionnel, le nombre des accidents agricoles augmentaient (8) considérablement par rapport au nombre de ceux qui se produisent dans l'industrie, différence qui ne pourrait que s'accroître encore puisque notamment la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures n'est pas applicable à l'agriculture, et que les statistiques montrent que la prolongation de la journée de travail a pour effet d'augmenter les risques d'accidents.

(7) Conf. art. 25 de la loi italienne du 23 août 1917 sur les accidents du travail agricole, qui prévoit l'adoption de mesures destinées à prévenir les accidents.

(8) Voir Nota^b Fuster. Les accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande.

A ce titre, on pourrait organiser l'assurance de telle manière que tous les exploitants agricoles soient intéressés pécuniairement à prendre ces mesures.

Cependant telle qu'elle est présentement, la loi du 15 décembre 1922 constitue un progrès social, son succès ne sera pas seulement profitable à l'agriculture, il sera utile par les renseignements qu'il fournira sur la valeur des innovations contenues dans ce texte.

BIBLIOGRAPHIE

I. — *Travaux préparatoires de la loi du 15 décembre 1922* *Chambre des Députés :*

ANNEXES

9^e législature. — N^{os} 364, 777, 1153, 1721, 2045.

10^e législature. — N^{os} 23, 3088.

11^e législature. — N^{os} 46, 637, 718, 817.

12^e législature. — N^{os} 2084, 5113, 5114, 5115.

Sénat ,

Année 1915. — N^o 184.

— 1920. — N^o 195.

DÉBATS

Chambre des Députés :

1^{re} Discussion. — J. O. 13, 20, 26, 27 mars ; 30 avril ;
7, 8, 12 mai 1915.

2^e Discussion. — J. O. 8 décembre 1922.

Sénat :

Discussion. — J. O. 1, 8, 24 décembre 1920.

II. — *Doctrine*

Ouvrages généraux sur les accidents du travail de
MM. Cabouat, Capitant et Cuche, Sachet, etc...

Ouvrages spéciaux aux accidents du travail en matière agricole.

— *Avant la loi du 15 décembre 1922.* Voir bibliographie. Noté dans Capitant. Rapport à l'Association nationale pour la protection légale des travailleurs, pp. 133 à 138.

Cabouat. — De l'extension du risque professionnel. I. p. 387.

— *Depuis la loi du 15 décembre 1922.*

Benoit du Rey. — La loi du 15 décembre 1922. Journ. des Assurances, 1923, p. 129.

Bouchet. — Manuel de la législation des accidents agricoles et des assurances mutuelles agricoles, 1923.

Hamel. — Notes parlementaires. Rev. trim. droit civil, 1923, p. 273.

Raynaud. — Les accidents du travail agricole des ouvriers étrangers. (Journ. du droit international, 1923, p. 1039.)

Tournier. — Commentaire dans Recueil Dalloz, 1923. IV. p. 305.

Instruction interministérielle du 28 septembre 1923 pour l'application de la loi du 15 décembre 1922. (J. O. 28 sept. 1923.)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Historique. Arguments pour et contre l'extension du risque professionnel à l'agriculture. — Les législations étrangères. La nécessité d'une adaptation du risque professionnel aux particularités du travail agricole. Plan.....	7
--	---

CHAPITRE I

LES ACCIDENTS DONNANT DROIT A INDEMNITÉ.....	20
Sect. I. La notion d'accident du travail agricole	21
Sect. II. Les accidents ne donnant pas droit à une indemnité	24
§ 1. Accidents étrangers à l'exercice du métier	24
§ 2. Accidents du travail non générateurs d'une indemnisation....	26
§ 3. Accidents du travail donnant lieu à un régime particulier d'indemnisation	27
Sect. III. Preuve des accidents.....	28

CHAPITRE II

LES EXPLOITATIONS ASSUJETTIES.....	31
Sect. I. Exploitations agricoles principales.....	32
— II. Exploitations agricoles accessoires.....	36

CHAPITRE III

LES EXPLOITANTS ASSUJETTIS.....	43
Sect. I. L'Assujettissement facultatif.....	48
§ 1. La notion d'assujetti facultatif...	48

§ 2. Conditions et procédure de l'adhésion	52
§ Effets	57
— II. Exploitations agricoles accessoires.....	36
CHAPITRE IV	
LES PERSONNES PROTÉGÉES.....	67
Sect. I. Personnes protégées par la loi. Le principe. Diverses applications suivant l'âge, la qualité, la nationalité des personnes.....	69
Sect. II. Personnes non protégées.....	77
§ 1. La main-d'œuvre non libre.....	77
§ 2. L'entr'aide	78
§ 3. Les membres de la famille.....	84
CONCLUSION	87
BIBLIOGRAPHIE	95

